Jean-Paul Damaggio

Tant qu'il y a eu des instits !

Sommaire

Notes d’introduction
1990 : Un article dans La Dépêche
Notes sur une corporation
1991 : Une visite d’inspectrice
Notes syndicales
1992 : Dernier congrès du SNI-PEGC
Notes sur l’histoire
1993 : Rencontre avec la descendante de Pastoret
Notes sur le monde en mouvement
1994 : La politique, l’école et les minoritaires
Notes sur les paysans qui sont de sortie
1995 : Une intervention à Saint-Sardos

Notes d'introduction

Le 6 avril 1995 je terminais à Bruniquel un livre qui croisait la vie de François Pastoret de 1790 à 1795 et celle de Jean-Paul D. de 1990 à 1995.
De la naissance de l'instituteur à sa disparition.
François Pastoret était avant la Révolution, à Montauban, le pilier d'une école qu'il avait créé et avec la Révolution il va devenir le premier instituteur de la ville.
Jean-Paul D. était en 1990 instituteur dans la même ville quand, par décision du ministre Jospin, les instituteurs commençaient à devenir des professeurs des écoles. Un simple changement de nom ? Non, une mutation colossale qui achevait deux siècles d'histoire puisque la réforme mettait un terme au principe de l'Ecole normale d'instituteur et d'institutrice au profit d'un Institut en lien avec l'université, l'IUFM (institut universitaire de formation des maîtres).
S'agissait-il d'une entreprise de démolition appuyée sur une reconstruction ?

Jean-Paul D. qui dans le livre est un simple objet d'études appartenait à la catégorie des défenseurs de ce lien avec l'université contre la majorité des instits qui le refusaient, mais par un tour de passe-passe les positions vont s'inverser.
Pour faire avaler la fin des Ecoles Normales il a été décidé que les instituteurs, comme les professeurs, allaient petit à petit entrer dans le cadre A, d'où ce nom de professeur des écoles.

Plus de vingt ans après, comme pour les Mousquetaires, je viens de reprendre ce livre, en conservant seulement la partie sur la fin des instits, un livre qui renvoie à un autre sur la fin des paysans.

J'ai intercalé des chapitres explicatifs et thématiques afin de faire le point sur les analyses évoquées, le propos restant le même, la mort des instits s'inscrit dans un tournant de l'histoire de France.
J-P Damaggio 6 avril 2018

P.S. : Tous les chapitres sont ornés de citations de Manuel Vazquez Montalban extraites du livre Aperçu de la planète des singes, traduit au seuil en 1995

I - 1990

"Démocratie professionnalisée contre démocratie participative : telle est, sinon la question, du moins une des questions essentielles de notre temps."

Ils portent exactement les mêmes chaussures : des Adidas advenced. Detail important pour qui admet que les chaussures valent les passions. Cependant ne tirons aucune conséquence de cette coïncidence : Lui l'instit et Elle, la prof, n'avaient pas à se connaître mais pouvaient éventuellement mettre le même budget sur des chaussures. Qui étaient-ils ?
Pour éviter toute poursuite devant les tribunaux, voici seulement le prénom et l'initiale du nom de l'instit. Jean-Paul D. (à ne pas confondre avec ‘auteur du livre). Quant à la prof, NOUS verrons plus tard s'il y a lieu de la présenter. Pour le moment, disons qu'elle ressemble physiquement à Isabel Allende.
Mais qui nous ? Il s'agit du "nous" qu'utilise souvent les narrateurs effacés. Un nous impersonnel qui tente d'imiter les travaux universitaires. Plus qu'un témoignage sur une action réelle ce livre s'appuie sur une attitude typiquement intellectuelle qui rend tout phénomène, même le plus insignifiant, objet d'études scientifiques, à commencer par le dit Jean-Paul D.

Il manquera à ce qui va se révéler une parodie involontaire, des démarches instituées, des notes en bas de page capables d'homologuer les résultats de la recherche. En langage ordonné, on dira que "l'appareil critique" fait défaut. Tant pis puisque nous travaillons sans espoir de lendemains.

A se fier à l'Etat Civil, l'instit aurait 40 ans[1] mais paraissait beaucoup plus vieux car une histoire le rongeait jusqu'à la racine des cheveux (pour ceux qui lui restaient), une histoire liée à la découverte des luttes d'un montalbanais qui, entre 1790 et 1795, passa du statut ancien de prof hors système, à celui nouveau pour lui, d'instituteur dans le nouveau système scolaire. Il s'appelait François Pastoret et rendait bicentenaire notre instit actuel, au front un peu dégarni à la manière de Wolinski, du moins c'est ce que lui assurèrent deux personnes, un jour où il était mal peigné et racontait n'importe quoi.

Faute de pouvoir partager son savoir historique, qu'il se trouvait seul à aimer, Jean-Paul D. tournait plusieurs fois dans les rondpoints faute d'y repérer les signalisations de la direction recherchée. Son obsession se reporta dans ses rêves - fait normal.

Il osa rêver qu'une école de sa ville, Montauban, portant le nom de son héros, mais ce fut en pure perte (il refusait aux rêves le seul rôle de défouloir).

---

[1] L'état civil fut institué voici deux siècles et se consulte dans les mairies puisqu'on s'y marie. Ou dans les archives a priori.

S'il avait su écrire, il aurait pris sa revanche sur une feuille de papier : par un grand texte chargé de poésie, il aurait chanté, sans lyrisme, les souvenirs qu'il ne pouvait plus avoir. Mais voilà, à peine s'il savait parler ! Son François P. aurait pu lui révéler les lois anciennes de l'écriture mais les styles, le vocabulaire et la langue ont tant changé en deux siècles et surtout depuis 20 ans !
D'où surgissait sa passion ? Elle s'alimentait à une évidence : l'instit de 1990 achevait l'histoire engagée par Pastoret en 1790. La pulsion de mort.
Aujourd'hui, en ce début Septembre 1990, le journal local présente un dialogue entre notre instit de pacotille et une journaliste[2]. Ensemble, ils évoquent le présent, à savoir le nouveau statut de l'enseignant du primaire et de la maternelle (le premier degré). Plusieurs jours auparavant, sa photo avait traîné sur les bureaux du quotidien car l'enquête fut réalisée en plein mois d'août. Un ancien directeur d'Ecole Annexe de l'Ecole Normale orienta la journaliste vers Jean-Paul D. Ce directeur, pédagogue hors-classe, dévoila au jeune instit d'alors, au temps des années 70, une drôle d'idée : l'enseignant se doit de faire un peu de cirque pour captiver son public.

La journaliste n'eut presque aucun mal pour trouver sa proie puisque l'instit en question ne partait plus en vacances. Elle n'en déduisit pas que l'opinion qu'il allait émettre ne serait pas représentative.

---

[2] Le lire en entier au chapitre suivant.

Logiquement, J-P D. n'aurait jamais dû se retrouver, avec photo à l'appui, à la Une de la page locale de *La Dépêche* mais la vie n'est pas toujours logique[3]. La journaliste ne savait pas que son interlocuteur appartenait à une tendance syndicale minoritaire, Jean-Paul D. ne l'ayant pas prévenue de cette particularité pour mieux la laisser juge des idées émises.

Plus franc-tireur qu'homme de troupe, il hésitait entre deux attitudes (trois, ça aurait été trop pour lui) : se tourner en dérision pour échapper aux oraisons, ou oublier l'horizon pour rester infirme.

Franc-tireur, c'est aussi un nom que nous lui donnerons au cours de cette étude même s'il se situe loin des Français. Un jour, il comprit enfin son pire travers. S'activant dans une classe de CP (bien qu'objet de l'enquête, il travaillait parfois), au bout d'un moment, sa collège de la classe d'à côté ouvrit la porte pour lui déclarer sur un ton gentil : "désolé, mais nous on travaille". Cette intervention surprenante s'appuyait sur une raison qu'il admit sur-le-champ : vingt cinq enfants qui rient, ça fait un bruit qui traverse aisément les cloisons des bâtiments scolaires. A confondre le travail et le rire, il avait perdu les repères classiques d'un occidental ordinaire. Il pensait que sa profession traversait douloureusement les murs de la boutique éducation.

---

[3] La vie a plusieurs étapes et à part le chêne, c'est l'homme qui à l'étape sénile la plus longue. Le dictionnaire ne dit pas si c'est logique.

De rire en révolution, il avait suivi la pente qui conduit tout droit aux frontières reculées et en conséquence, il parlait du monde comme s'il en était étranger ! A la journaliste, il évoqua une chose dont il riait beaucoup : la réalité.

Le titre du dossier du journal annonçait clairement une réalité qui n'appartenait ni aux minoritaires ni aux majoritaires : "Adieu l'instit, bonjour le prof". Comment pouvait-on écrire un tel article un jour de rentrée scolaire à un moment où 350.000 instits retrouvaient les écoliers ?

Une nouvelle réforme, initiée par une loi de 1989, allait transformer peu a peu "les instits" en "profs des écoles" et ce changement d'appellation modifiait plus que la façade : le décret ministériel du Premier août 1990 fixa le statut des professeurs des écoles, confirmant ainsi la suppression de l'Ecole Normale, d'où le désir de la journaliste d'interroger un ancien directeur d'Ecole Annexe de l'EN (l'é-ènne) .

> ***Article Premier*** *: II est créé un corps des professeurs des écoles qui est classé dans la catégorie A ... Ce corps comprend une classe normale divisée en outre en onze échelons et une hors-classe divisée en six échelons. Le nombre des emplois de professeurs des écoles hors classe ne peut excéder 15% de l'effectif budgétaire des professeurs des écoles de classe normale.*

Pour éliminer un siècle histoire, on avait recours à la promotion (du cadre B au cadre A) et à "la modernité" (création du principe de la hors-classe). Jean-Paul D. qui, à défaut de pouvoir écrire, passait son temps dans les livres, pensa irrésistiblement au personnage du roman de l'italien Lucio Mastronardi : *L'instituteur de Vigevano*, personnage dont le refrain était le suivant :

> *« La dixième commission du ministère de l'Education Nationale élabore un projet de loi : tous les instituteurs qui ont quarante-deux ans de service avec la note administrative maximum et trois ans d'enseignement en zone d'opérations, partiront à la retraite avec le dernier indice de cadre A. 7ème échelon. J'attends qu'ils sortent cette loi pour m'en aller.»*

A la fin du roman, quand ses collègues lui apprendront qu'il a obtenu satisfaction, il meurt d'une crise cardiaque !

Avec la nouvelle loi française, celui qui gravira les échelons uniquement à l'ancienneté devra attendre 25 ans avant d'arriver à la première marche de la hors-classe tandis que le "bon" y arrivera en 18 ans. Le recrutement se fait au plan académique avec maintien du recrutement départemental pour les concours internes qui font le lien avec l'ancien système. Il faut la licence pour se présenter.

Ce décret était la traduction pratique d'une loi d'orientation votée quelques mois avant sur proposition de Lionel Jospin, ministre de l'Education Nationale qui dans l'article 17 dit ceci :

Sera créé, dans chaque académie, à partir du 1er septembre 1990, un institut universitaire de formation des maîtres, rattaché à une ou plusieurs universités de l'académie pour garantir la faisabilité institutionnelle de ces établissements d'enseignement supérieur par l'intervention des personnes et la mise en œuvre des moyens qui leur sont affectés...

Cette réforme fit l'objet, tout au long des premiers mois de l'année 1989, de luttes syndicales qu'il ne faudrait pas gommer ou couvrir de poussières (ah ! les poussières !). Grèves, déclarations, contre-déclarations, projets, amendements etc... 50.000 instits à Paris le 1 février 1989. Patrick Besson écrira à cette occasion dans l'Huma où son style faisait des adeptes, un texte où il imaginera un dialogue entre un prof lèche-cul et un inspecteur (pourquoi avoir choisi le modèle du prof pour commenter une manif d'instits ?).
Au départ, le ministre avait pensé créer un troisième corps d'enseignants : le corps des profs de collèges. Entre les instits polyvalents et les profs de lycée, spécialisés, le ministre pensa qu'une pièce manquait à l'édifice : des profs ayant deux matières à enseigner. Il fit volte-face en satisfaisant les deux syndicats majoritaires : au SNI-PECC il offrit le recrutement des instits à partir de la licence et au SNES le maintien du découpage des disciplines.
Ce dossier amusa le Conseilleur de L'Impossible qui, conseillant la droite, effrayait la gauche (et la

conseillait aussi parfois). Généralement cet homme appartenait à un cénacle de "communicateurs" (le quatrième pouvoir) pour qui Jean-Paul D. constituait la piétaille. Ses idées consistaient à doubler la gauche pour mieux rester à droite. Autrefois, cette pratique se dénommait : "la fausse commisération". Quand la gauche progresse, les puissants découvrent qu'il faut défendre le bon peuple trahi ! Dans leur hypocrisie, ils iront même jusqu'à dire non à des réformes qui les avantagent ! (nous vous faisons grâce des exemples.) Voici un des Conseilleurs à l'œuvre. Claude Imbert[4] du *Point*, quand il en appelle à

> *"une révolution culturelle, celle qui balaiera la mythologie égalitariste où le postulat légitime de l'égalité des chances se dégrade en distribution illégitime d'égalités au rabais (exemple : les diplômes dévalorisés). Mythologie égalitariste qui nie la diversité des milieux et des savoirs.".*

La droite qui demande la révolution culturelle ! Cette offensive générale s'articule sur trois principes : on décrète la France soumise aux idées socialistes, on propose de la libérer en "adaptant" les idées de gauche (faute de pouvoir les adopter). Ainsi "l'égalité des chances" devient fréquentable mais voilà il ne faut pas oublier que la diversité c'est ... l'inégalité. Le Conseilleur de L'impossible arrive à convaincre parce qu'en face, la gauche tient le discours ... de droite.

---

[4] Cet homme a un pouvoir réel en tant que chroniqueur d'un grand hebdo, pouvoir qu'il considère naturel. Pouvoir qui lui vient de qui ?

Jean-Paul D. découvrit par exemple avec étonnement les propos du socialiste Lionel Jospin :

> *"La relation pédagogique est par essence inégalitaire. Quelqu'un doit enseigner l'autre. Pour ce qui est de la pédagogie, je ne suis pas sûr qu'il y ait une distinction gauche / droite. En revanche, sur l'organisation de l'Education Nationale, les différences me paraissent plus nettes. Ceux qui pensent qu'il faut préserver l'unité de l'Education Nationale et le service public se situent plutôt à gauche."*

Le Conseilleur de L'Impossible relèverait de suite que l'homme de gauche se définit à partir du verbe : "préserver", verbe qu'autrefois on attribuait aux conservateurs. Et il se régalerait de cette autre révélation de Lionel Jospin :

> *"Vous ne me ferez jamais écrire un texte autrement qu'avec mon stylo. J'ai besoin de ce rapport-là entre mon cerveau, ma main et mon papier."*

A parier qu'il n'utilisa jamais un traitement de texte par ordinateur où la main se "contente" de pianoter ! Et où l'essentiel du travail est confié à une modeste souris ! Ah ! les belles calligraphies d'autrefois ! Mais le plus terrible viendra de Rocard qui poussera au réalisme maximum : gérer l'Education Nationale comme une entreprise. Les enseignants deviennent le stock comme on parle "des Ressources Humaines" dans l'entreprise, thème qui deviendra un rayon dans les étagères de la FNAC où le syndicalisme n'a pas de place, à part trois livres à la rubrique "mouvements ouvriers". Rocard dira :

> *"Sur des sujets comme l'enseignement, il faudrait un accord entre tous les Français."*

Or depuis toujours, c'est le thème qui divise le plus le pays, division qui fit l'originalité révolutionnaire de la France !

Quand le marxiste péruvien (el peruano) José Carlos Mariategui étudie l'histoire de son pays, il note que l'influence de la France s'y est matérialisée, au sein du système éducatif. Influence qu'il juge négative car *"au lieu d'atténuer ou corriger le concept littéraire et rhétorique de l'enseignement transmis par les vice-rois espagnols, elle l'a accentué et compliqué."*

En la matière, la référence de Mariategui s'appelle Edouard Herriot qui écrivit *Créer* (livre que nous n'avons pu trouver en France malgré nos recherches). Herriot y place l'instituteur au cœur d'une République pleine de contradictions :

> *«Les hommes de 1848 ont conçu pour notre pays un programme d'instruction qui n'a jamais été exécuté et même pas compris. Notre maître Constantin Pecqueur se lamentait du fait que l'instruction publique ne soit pas encore organisée socialement et que le privilège de naissance se prolonge dans l'éducation des enfants".*

Contre cette pratique française, le marxiste péruvien préfère la démarche nord-américain qui place l'économie au cœur des préoccupations modernes et

qui renvoie l'intellectualité, le verbiage, le bavardage aux poubelles de l'histoire. Il note en même temps :

> *«Sarmiento que es todavia uno de los creadores de la argentinidad fue en su epoca un europeizante. No incontro mejor modo de ser argentino[5]".*

Comme quoi la culture joue un rôle étrange ! Mariategui se trouvera cité par un autre peruano. Alfredo Bryce Echenique, un doux maître en matière de répétition, qui invita un guérillero à user de son expérience pour l'aider à tuer... des araignées.

Notre drame tient en cette phrase : on ne peut que répéter, or la vie n'est jamais une répétition.

Sur la question d'éducation, Mariategui, contre l'histoire de France, croit trop au primat de l'économique. A l'heure où, contre sa tradition, la France socialiste invoque à son tour ce primat jusqu'à prétendre gérer l'école comme une entreprise, certains veulent pousser le consensus sur le terrain scolaire c'est-à-dire, là où il n'a aucune chance de s'installer ! Pour mieux le briser, l'année 1990 sera aussi l'année de grandes manifestations lycéennes : les jeunes seraient-ils incapables de comprendre l'intérêt commun ? Au lycée, ils vivent en fait sur une poudrière qui symbolise la France et quand des problèmes se posent, c'est à l'école qu'ils explosent.

---

[5] «Sarmiento tout en étant un créateur de l'argentinité, fut en son temps européanisant. Il ne trouva pas de meilleur moyen pour être argentin.»

Le Conseilleur de l'Impossible méritait son titre car il conseillait les puissants avec des propositions efficaces pour accéder au pouvoir mais irréalisables par aucun gouvernement. Le soir des victoires libérales, les conseilleurs en question troquent sans hésitation leurs habits de l'Impossible pour ceux de l'Inévitable. Ils deviennent les Conseilleurs de l'Inévitable !

Eloignée de tant de considérations, mais consciente de l'évolution technique produite par la réforme Jospin, la journaliste locale informe les lecteurs de *La Dépêche* en écrivant :

> *« Les instituts de formation des maîtres prendront la relève des vénérables écoles normales et auront la tâche de former les maîtres de l'enseignement élémentaire et secondaire.»*

Quelles observations pouvait faire l'instit ancienne mode, notre Franc-tireur ? Est-ce que cette formation universitaire ne va pas décourager l'investissement des professeurs des écoles sur les communes rurales ? On sait l'attachement séculaire de l'instit à son école, à son village dont la plupart du temps, il y était un acteur bénévole et irremplaçable. Or, déraciné du lieu de ses études, loin de sa famille, le jeune professeur des écoles, qui n'a plus droit au logement de fonction, quittera volontiers sa classe, donc l'école et le village, une fois les cours terminés.
En tant que minoritaire, Jean-Paul D. luttait depuis vingt ans pour cette intervention universitaire dans la formation des maîtres, donc il ne voyait pas d'un

mauvais œil la réforme. Pour preuve : contrairement à la méfiance générale des instits vis-à-vis de l'université, Jean-Paul D. portait une attention bienveillante aux chaussures d'une prof!

La journaliste avait bien rendu ses propos, mais les paroles écrites détruisent souvent le mouvement de la pensée. Loin de dénoncer le principe de la formation universitaire, il dirigeait le regard vers les conséquences de cette formation en tant que symptômes d'un autre rapport au savoir, à la vie et à la société. Sa réserve n'avait rien d'original puisqu'elle reprenait l'argument des esprits favorables à l'immobilisme. Encore un homme de gauche qui parlait comme un homme de droite ! Pourtant il ne prétendait pas que l'enracinement traditionnel de l'instit soit nécessaire.La citation de la journaliste ne s'arrêtant pas à ce point, voyons la suite :

> *« Plus philosophiquement, vouloir l'égalité de titre et de fonction entre l'instituteur et le professeur ne paraît pas logique. Chacun a son plaisir d'enseigner. Ce n'est pas pareil avec des maternelles, des primaires, des collégiens, des lycéens. D'un coup de baguette administrative, on ne peut pas gommer deux siècles d'histoire. Certes, il y a des avantages du point de vue de la formation, et des avantages pécuniaires, mais ces instits universitaires seront-ils pour autant des profs ? »*

Ce point de l'argumentation chatouilla les responsables majoritaires de son syndicat qui ne manqueront

pas, par la suite, de lui adresser quelques réflexions. Ils avaient organisé une manifestation parisienne qui se terminait devant une immense banderole accrochée à une grue : *«Instits, Profs, l'égalité»*.
De la part du SNI-PEGC c'était une reconversion soudaine à une idée (le passage par l'université) qu'il avait longtemps combattue (par contre le SGEN-CFDT en avait fait son drapeau). Par ce nouveau slogan, il tenait à se mettre au diapason des désirs de Jospin qui, pour faire avaler la mort des Ecoles Normales, offrait aux instits la promotion dans le cadre A, de quoi alimenter les inévitables cris de victoire syndicaux. Le Franc-tireur se souvient parfois que Mauricette Fontanier l'incita à prononcer sa première intervention syndicale sur le thème de la formation des instits à l'université... en 1972. Bien que les participants à cette réunion aient été en principe favorables aux idées émises, il se souvient de nombreuses réserves exprimées, qu'il reprend plus ou moins consciemment maintenant. Dans ses archives personnelles (il n'écrivait pas, mais il conservait, ce qui est la plus belle forme de l'écriture), il devrait y rechercher la trace du dossier qu'il avait constitué mais à quoi bon ! Sa vision du monde a tellement changé (elle est sans lendemain).
A ses yeux, les luttes ne provoquent plus un affrontement entre le bien et le mal - mais au sein même du bien et du mal -, ni entre la base et le sommet - mais au sein même de la base et du sommet- ni entre les langues -mais sein même des langues - ni entre le rire et l'oubli -mais au sein même du rire et de l'oubli.

Attention : admettre l'inévitable de la guerre du bien et du mal ne signifie pas vouloir la garder en l'état (à présent on connait mieux le mal que le bien). La bataille n'est plus pour ou contre la formation universitaire mais au sein de l'université pour déterminer - par exemple à partir de l'expérience instit - ce qu'on peut y modifier.

Dans l'entretien, la conclusion de Jean-Paul D. -instit vieilli par l'Histoire - se voulut conciliante :

> *« En résumé, il y a de la générosité dans cette réforme qui confie l'éducation des enfants à des universitaires mais les inquiétudes demeurent. Il y a la logique administrative et la logique sociale... »*

Enigmatiques, les points de suspension et pourtant si importants ! Le point de suspension appartient souvent aux impuissants ou aux modestes. Dans quels cas nous situons-nous ici ?

Si la journaliste avait été au fait de la vie syndicale des instits, elle aurait pu lire *Le Gyrophare*, et elle aurait été attirée par une référence au film de Nanni Moretti, *Palombella Rossa*, avec la mise en valeur de la scène où l'acteur gifle ... la journaliste qui parle de *"trend positif"* pour dire tendance positive. Elle aurait pu lire :

> *«Moretti est un minoritaire et aux minoritaires il est devenu à la mode de leur demander d'être positif, de cesser la critique vaseuse, pour prendre la direction construc-tive».*

Il ne faudrait plus être "contre la guerre" mais "pour la paix" comme si de substituer le "pour" au "contre" pouvait éliminer automatiquement la critique stérile.

A un enfant lui déclarant : «*Mon père est passé à la télé*» Jean-Paul D. demanda : *«Et pourquoi ?»* Et l'enfant précisa : *«On a volé dans son entreprise»*. Une critique stérile de la télé peut dénoncer son rôle négatif consistant surtout à montrer les malheurs du monde[6]. Or en cela elle ne fait que répéter les discussions familiales autour de la table, où seuls les accidents du voisinage trouvent grâce. La télé élargit le champ de l'idéologie du négatif. Et après ça, il faudrait que le critiqueur soit positif ! Critiquer ou encenser la télé peut se faire à bon ou mauvais escient, le tout consiste à se confronter à la réalité de la télé, à ce qu'elle a en propre, à ce qui lui appartient. Mais voici qu'une fois encore, nous nous laissons détourner de notre fleuve : l'étude du cas d'un instit négatif.

Dans l'article en question du Gyrophare intitulé «*Vous avez le bonjour de minoritaire*» et signé «Minoritaire», l'évocation de Nanni Moretti ouvrait la porte à un sens offensif du combat minoritaire avec pour exemple, une évocation de la formation universitaire des instits présentée ainsi :

[6] Le monde appartient généralement à l'homme donc les malheurs du monde sont les malheurs que l'homme cause au monde.

«La formation des instits par l'université voila aussi un rêve de minoritaire L'article rappelait que ce rêve venait d'être institué par ceux qui l'avaient combattu férocement au nom de l'indispensable maintien de l'Ecole Normale, à savoir les majoritaires de son syndicat. L'histoire oublie trop les victoires des minoritaires car les majoritaires tiennent toujours leur revanche. Pour preuve, les instits dans leur grande majorité se jetèrent comme des affamés sur le corps des profs des écoles. A la rentrée 1990, 50% des instits demandèrent à entrer dans le nouveau corps alors qu'il n'y avait que 5% de places ! La mort de deux siècles d'histoire allait se réaliser dans la franche bonne humeur et dans un profond malaise. Nous vérifiâmes que l'enterrement de l'instit tradition-nel avait commencé depuis quelques années puisque les premiers profs des écoles furent… les diplômés universitaires (47 sur 55 !)».

François Furet, un des parfaits Conseilleurs de L'Impossible écrira dans *Penser la Révolution Française* :

«Seule la victoire des républicains sur les monarchistes dans les débuts de la Troisième République signe définitivement la victoire de la Révolution dans les profondeurs du pays. L'instituteur laïque de Jules Ferry missionnaire des valeurs de 89 est le symbole plus encore que l'instrument de cette longue

bataille gagnée. L'intégration de la France villageoise et paysanne dans la nation républicaine à travers les principes de 82 aura duré un siècle au moins, sensiblement plus sans doute dans des régions comme la Bretagne et le Sud-Ouest retardataires à bien des égards.»

Que les régions de petits paysans que sont la Bretagne et le Sud-Ouest apparaissent dans ce texte comme retardataires, n'a pas de quoi nous étonner. Que l'instit de 1880 soit la réalisation du rêve de 1789, non plus. D'où toute la question : comment la France nouvelle va-t-elle vivre la mort du symbole ? Parions que pour François Furet, la mort des petits paysans comme celle des instits annonça la fin de deux archaïsmes celui symbolisé par la révolte des paysans de 1789 qui ne surent pas deviner le destin capitaliste de la planète, et celui symbolisé par l'action des instits qui ne surent pas deviner la fin de tout destin.
François Furet reconnait cependant que les instituteurs de Jules Ferry eurent une postérité. Ceux de 1990 perdront leur notoriété. Voilà pourquoi Jean-Paul D. aima lire *Dernières promenades à Petrópolis* de Belinda Canonne.
De plaisir il prit même la peine d'écrire à celui à qui le livre était dédié.
Et tout ça à cause de cette vieille histoire de postérité.

II - 1991

"On ne peut renoncer à rêver l'avenir. On ne le pourra jamais. Même en sachant pertinemment que tout futur sera imparfait."

Cette prof sans *Adidas advanced* était coiffée classique, chaussée classique, habillée classique et sa façon de s'asseoir ressemblait à celle de tous et surtout de toutes. En fait, elle avait professionnellement bifurqué, devenant inspectrice des instituteurs, après avoir été prof.
En ce jour de Novembre 1991, elle "visite" Jean-Paul D. en qui elle n'a aucune confiance. Qu'est-ce que la confiance ? D'après lui, c'est admettre qu'un instit vit sous l'œil sévère des enfants, sous l'œil inquiet des parents et sous l'œil désabusé des collègues, surtout pour le remplaçant qu'il était.
D'après elle, la confiance c'est respecter la compétence des Conseilleurs de l'Impossible, se plier à ses conseils directifs, et vivre suivant le principe connu du courtisan.
A se fier à sa vie civile, le Franc-tireur restait étranger à la hiérarchie, sous quelque forme qu'elle se présente : il vivait sous le seul pouvoir de sa conscience et ça lui suffisait amplement.
Nous sourions devant tant de naïveté mais le respect que nous devons au sujet de notre étude ne nous

permet pas de passer outre ce fait. En clair. Jean-Paul D. n'était ni pour, ni contre les inspecteurs. Ignorer la hiérarchie ne l'empêchait pas d'admirer des personnalités diverses qu'il croisa sur les chemins de ses incertitudes : par exemple un certain Pastoret ou tel inspecteur primaire. Comme Aragon, il refusait le principe du "Grand Homme", ce qui n'excluait pas une référence à des maîtres en culture qui l'incitaient à devenir toujours plus un homme[7]. L'être humain nait de l'effort sur lui-même pour se trouver mieux, tout en restant enfant souvent. D. approuve aussi Alfredo Bryce Echenique pour qui les grands hommes n'aiment pas les détails.

En créant le corps national des instits, Jules Ferry décida de les libérer de la tutelle communale et parentale en les plaçant, comme les profs auparavant, sous l'œil de l'administration. Naturellement, cette révolution ne se fit pas en un jour et longtemps encore les maires exercèrent des pressions pour obtenir tel ou tel instit, ou pour refuser tel ou tel autre (pressions parfois légitimes). Pour libérer ce personnel, auparavant payé par les municipalités et les parents, Jules Ferry le soumit à un concours qui donnait une base démocratique au pouvoir de l'Etat. Le succès du candidat lui évitait les aléas de la vente de sa "force" de travail : il était instit à vie. Les oiseaux de mauvaise augure en déduisirent, qu'à l'abri d'un tel statut, la paresse allait se la couler douce. Que pourrait le pouvoir des inspecteurs ?

---

[7] Il faudrait citer un certain Jacques Rancière mais généralement les maitres l'ignoraient pour avoir écrit : Le Maitre ignorant.

Pendant longtemps, l'administration nationale de l'éducation utilisa souvent comme sanction, le déplacement d'office. A partir de 1930, dans le Tarn-et-Garonne, le mouvement des instituteurs subit la loi d'un barème établi en commun ou intervenait la note de l'inspecteur. Celui-ci conservait un petit pouvoir sur la carrière de l'instit d'autant que cette note servait également à calculer les promotions. Puisqu'aucun pouvoir "patronal" n'était présent quotidiennement pour surveiller l'employé, le maigre pouvoir de l'inspecteur rendait faible le poids de la hiérarchie. Le système se basait sur une confiance exceptionnelle en l'homme et en la femme qui enseignaient. Tout aussi exceptionnel devenait le mauvais exemple car de rares personnes aiment jouer le mauvais élève que l'on montre du doigt. En 1991, quel rapport concret entre l'inspectrice et Jean-Paul D.?

Elle entra dans la classe, et après de brèves salutations, s'installa au fond pendant que l'instit continuait la séance de géométrie. Sachant très bien que l'homme qu'elle venait voir appartenait à la catégorie la moins représentative, elle se dispensa de tout bavardage introductif. Lui, fut flatté de cette visite car, aux 26 écoliers présents, elle ajoutait un public de choix. Les enfants devaient dessiner un rectangle avec les outils adéquats. Tous s'évertuèrent avec plus ou moins de bonheur à répondre à la consigne. Chez certains, l'équerre resta au repos. Pour eux, l'instit aurait dû donner des directives plus faciles en adoptant une pédagogie différenciée. La

fonction présente de l'inspectrice consistant entre autres choses, à vérifier l'utilisation de cette pédagogie officielle. J-P D. ne pouvait que s'attirer les réprobations d'une visiteuse aux compétences rarement mises en défaut.

Parmi les pompons du manège éducation, Jean-Paul D. avait d'abord connu *la dynamique de groupe*, et il vivait maintenant *l'ère de la pédagogie différenciée*. Au temps de la dynamique de groupe, il fréquenta la mini-jupe qui ne disparut pas le jour ou les robes s'allongèrent à nouveau, car la grande découverte de cette fin de siècle consiste à observer que les actions complémentaires ne s'opposent pas forcément (ouaf, ouaf). *Los Poderosos* dirigeants de l'Education Nationale, plus doués que les grands couturiers, tiennent à éliminer le pion A quand ils avancent le B. Ils imaginent que le jeu de dames consiste seulement à manger les pions. Contre les successifs pompons du manège, Jean-Paul D. défendait le mélange de pédagogies variées : la pédagogie improvisée et celle dirigée, la pédagogie des mandarins et celle des pingouins (lire Gianni Rodari). Pour conduire à la passion d'apprendre, autoroute et sentier peuvent s'utiliser autant l'un que l'autre. A... bon escient. naturellement. B...êtement jamais. Point à la ligne.
La pédagogie différenciée suppose une adaptation des pratiques en fonction des divers cas d'enfants, l'instit intelligent appartenant à la classe de ceux qui savent découvrir les trois ou quatre groupes d'écoliers particuliers. L'instit doué appartient à la classe de ceux qui mettent en pratique cette découverte.

Comme si de tout temps, la pédagogie de l'instit avait été autre chose ! Si le prof, à cause d'un "public" sélectionné et d'examens précis à préparer, distribuait souvent son savoir de manière indifférenciée, l'instit, habitué aux classes hétérogènes, jongle avec les uns et les autres, gardant les retardataires pendant la récréation (justement ceux qui ont besoin de souffler !). Bien sûr, une pédagogie différenciée n'est pas un traitement différent des enfants mais des façons différentes de traiter les enfants : donc ne pas faire suivre à l'enfant en échec, le chemin qui l'a conduit à l'échec, en croyant qu'au second passage, il retrouvera les petits cailloux oubliés. Tout le monde ne regarde pas la même chaîne télé au même moment alors pourquoi faudrait-il que tous les enfants de la classe écoutent le même discours, eux qui sont si différents !

Les comportements économiques s'infiltrent partout et veulent imposer leur dictature. Lire ce n'est pas manger ! Le premier acte restera aussi facultatif que le second restera obligatoire. Preuve cependant que toute pédagogie ne sera toujours que la pédagogie des circonstances de son temps. Le libéralisme triomphant n'invente pas la pédagogie différenciée et l'inverse est tout aussi vrai : les deux phénomènes sont concomitants. La pédagogie différenciée conforte l'égoïsme des riches à partir des bons sentiments des progressistes. Le schéma de l'excellence "moderne" !
L'invocation magique à la pédagogie différenciée aiderait-elle des profs se culpabilisant ? Qu'ils se

rassurent[8], ils ne peuvent faire autrement qu'être profs car ils travaillent par tranches horaires précises et s'adressent à des collégiens et lycéens si nombreux qu'ils ne peuvent connaître que des éléments épars de leur vie. Ils gagnent en spécialisation ce qu'ils perdent en vision globale de l'enfant. En jouant le rôle d'instit remplaçant. Jean-Paul D. avait la même difficulté : il devenait spécialiste en tout donc en rien. En une année, il connaissait autant d'enfants que le prof, alors que son collègue instit mettait cinq ans pour arriver au même nombre. Et quand on connait mal l'enfant que fait-on ? Un jour, le rire de Jean-Paul D. s'effondra comme un château de cartes quand il demanda : "*mais pourquoi X. est absent ?"* et qu'il eut droit à cette réponse : *"son père vient de se suicider en prison."*. Et après ça, il lui faudrait une formation spéciale pour pénétrer dans les arcanes de la pédagogie différenciée !
Différencions les pédagogies et nous garderons les pieds sur terre. Différencier les pédagogies, ça ne signifie pas qu'il faut savoir jongler avec la carotte et le bâton mais avec la mémoire et le désir.

La vie pépère d'une leçon de géométrie se poursuivait sous l'œil expert d'une ancienne prof de français. Au bout d'un moment, elle lui démontra l'évidence bien connue (seuls les Conseillers de l'Impossible savent démontrer des évidences) : *"Vous avez vu comment les 'mauvais' élèves freinent les 'bons' !"*. (Nous ne

[8] Nous ne voulons de mal à personne car le mal est si fort que, sans peine, il en veut à tout le monde.

pouvons garantir son utilisation des adjectifs archaïques comme 'bon' et 'mauvais' mais, préférant le langage direct à tout autre, tel reste notre vocabulaire). Sans doute devait-il trop diriger son discours en direction des enfants incapables de construire le rectangle demandé, ce qui n'avait rien à voir avec la pédagogie différenciée. Il aurait fallu faire dessiner les 'bons' sur une feuille banche et les 'mauvais' sur une feuille quadrillée. Sauf que, sur ce point, un mauvais travail sur feuille blanche paraissait, à Jean-Paul D., plus profitable qu'un bon sur feuille quadrillée[9]. De toute façon, la réponse se situe ailleurs : **les 'mauvais' élèves sont la chance des 'bons'**. Pendant que le maître répète pour le 'mauvais', le 'bon' en profite pour consolider, dans la paix intérieure, une connaissance acquise (la réflexion doit porter sur l'art de la répétition et non sur l'art de la différence - toute la différence que nous voulons faire connaitre par rapport aux thèses en vigueur se situe dans cette parenthèse).

L'enfant en difficulté se trouve déstabilisé sous la pression de son échec, une pression que quelques-uns arrivent parfois à vivre en riant. Dans une classe, des 'bons' élèves faisant remarquer au maître de passage qu'il interrogeait trop le plus 'mauvais' de la classe (il se manifestait avec tellement d'enthousiasme !), ce dernier répliqua joyeusement à ses petits copains : *"eh ! oui. je suis le premier en commençant*

---

[9] Mathématiquement aller de 0 à 10 ans est aussi long que d'aller de 50 à 60. Dans une vie, ça n'a pourtant rien à voir mais, qui peut en être sûr ?

par la fin." Après l'intervention de ses camarades, il cessa de lever le doigt et repris la place qui lui était assignée en temps normal, et qu'il avait cru bousculer avec le nouvel instit.
Comment s'assurer que le discours généreux adressé surtout à l'enfant en échec, lui profite ? Par la proposition d'expériences diversifiées qui facilitent la répétition. La vérité n'est pas dans l'explication juste mais dans l'expérimentation réelle, variée, adaptée et recommencée. La relation pédagogique n'est pas, par essence, inégalitaire, mais sa forme explicative est aussi fausse que l'abstraction gratuite. La vérité restera toujours dans la création de soi-même, cette autre pédagogie que l'on refuse d'interroger (et qui est presque sans passé à en croire nos prêtres-savants).
Dans l'explication rabâchée par le maitre, l'intervention orale reprend souvent un texte écrit. Le rôle central du maître tient à cette oralité, or pourquoi croire que la parole porte plus que l'écrit ? Ce n'est pas la posture centrale du maitre qu'il faut remettre en cause mais la fonction de l'explication qui sert à reproduire une hiérarchie (celle de l'inspecteur qui explique son bon droit). Que jugerait l'inspectrice si le maître restait silencieux pendant toute la séance ?

Tout en voyageant entre les rangs pour cerner la nature des efforts enfantins, l'instit pensait à un écolier particulier (quelle inconscience professionnelle !) : Jules Vallès. Vers 1850, la géométrie le sauva grâce aux leçons particulières reçues d'un vieux proscrit italien. A l'aide de petits volumes en

plâtre, la réalité des figures matérielles comme le cône ou la sphère remplaça la vision abstraite qu'on lui demandait d'acquérir à l'école. Rappelant ce souvenir, l'écrivain précise :

> *"L'abstraction, cette culture classique et rhétorique qui oblige les enfants de 14 ans à se mettre à la place de Thémistole."*

Si la pédagogie différenciée devait organiser la lutte contre l'abstraction par des présentations d'expériences nouvelles alors on pourrait ajouter ses mérites à la longue liste des combats menés entre autres par ce proscrit italien. On s'écarterait mieux de Platon qui utilisait la géométrie à sa manière, en inscrivant à l'entrée de son école : *"N'entrez point si vous n'êtes géomètre"*.

Pour aller dans le sens d'une profonde interrogation de la pédagogie, il aurait fallu admettre que la relation pédagogique ne concerne pas le rapport entre l'écolier et l'instit mais les rapports entre savoir et société, hiérarchie et égalité, paresse et travail, hasard et logique, intelligence et volonté.

Fondamentalement, restons-en à l'invention que Monge proposa en 1793. Du sommet d'un édifice se diffuse par des relais, la science qui va aider les ignorants. Cette "vulgarisation" plaisait tant aux amis du progrès qu'ils admiraient sans cesse les suites de cette descente vers le peuple : le débarquement du bonheur et de la liberté.

Or toute descente conduit aux enfers. Il faut quitter et l'enfer et le paradis (ils sont sans lendemain).

Au cours de la conversation qui suivit l'observation de la séance de géométrie, l'inspectrice, ressentant le profond scepticisme de son interlocuteur, déclara :
"- mais vous savez, j'ai été prof pendant plusieurs années !".
Réflexion qui ne pouvait produire que l'inverse de l'effet attendu. Pour montrer que ses discours s'appuyaient sur sa pratique comme sur les théories, elle n'hésitait pas depuis quelques temps à prendre la classe en main, pendant cinq minutes, payant ainsi de sa personne. Comme si, après une petite heure d'observation de la classe, elle pouvait trouver les moyens d'ajuster sa pédagogie aux divers cas !
Quand le problème du remplaçant tient à son incapacité à mesurer en une semaine, les effets de son travail (il faut se méfier des progrès rapides), qu'espérer d'une intervention de quelques minutes ? En réalité, pendant qu'elle débitait son discours. J-P D. se promettait de relire chez lui (relire, un doux plaisir quand on a tout lu), la biographie de Gaspard Monde écrite par François Arago. Pour l'aider voici sans nul doute la citation à laquelle il pensait :

> *«Dans tous les temps l'homme s'est laissé dominer par la routine, par une tendance invincible à tout apprécier, à priori, du haut de sa vanité, du haut d'une fausse science ; les vérités, les inventions les plus utiles ne parvinrent jamais à occuper la place qui leur appartenait légitimement que de vive force et*

grâce à l'intervention persévérante de quelques esprits d'élites.»[10]

Gaspard Monge fut un esprit d'élite sans jamais oublier qu'il était fils d'un rémouleur qui le guida mieux que personne. Associer son nom à une leçon de géométrie apparaissait plus que légitime, mais la préoccupation de Jean-Paul D. débordait cette science pour laquelle il avait pourtant la plus grande estime. Les paroles de son interlocutrice n'étaient pas aussi inutiles que l'air rêveur de son vis-à-vis pouvait le laisser croire (nos outils d'analyse frisent la perfection malgré l'absence de références en bas de page). En réalité, les Conseilleurs de l'Impossible qu'elle représentait bien, avaient un privilège fécond par rapport aux réalistes Conseilleurs de l'Inévitable, la lucidité. Du temps de Monge comme du temps d'Arago, les ennemis de la routine appartenaient invariablement au groupe des progressistes. Maintenant que presque tous les conservateurs ont été balayés par les conformistes, ces derniers instituent le combat contre la routine comme signe du meilleur conformisme. Difficile à croire ? Marx déjà en son temps avait observé que la classe bourgeoise avait besoin d'un mouvement perpétuel et accéléré tandis que la classe aristocratique restait attachée à la stabilité. Cette idée qu'il avait fait sienne depuis longtemps, voilà que le Franc-tireur la vérifiait en

---

[10] Gaspard Monge, père des polytechniciens par François Arago (texte de 1853), Editions Seghers. 1965. "Pour la patrie, les sciences et la gloire".

écoutant son chef. Une fois dépassé le discours d'autorité, les propos entendus avaient un fond progressiste étrange. Ce n'était pas la première fois qu'il se demandait pourquoi des inspecteurs semblaient plus "avancés" que les instits. Le fait d'énoncer des idées sans avoir à les mettre en œuvre chaque matin permettait-il de se libérer des contingences, pour atteindre l'essentiel ?
Les Conseilleurs de l'Impossible détenaient cette chance supplémentaire : la séparation des rôles leur permettait de parler pour d'autres qui exécutaient. De plus, ils étaient sollicités sans cesse, vu les mutations permanentes de la société, et cela leur donnait une expérience supplémentaire. Les inspecteurs savaient par exemple que le nouveau corps des écoles confirmait mieux que tout, leurs pouvoirs : afin de poursuivre un plan de carrière enrichi d'échelons nouveaux, beaucoup d'instits demandaient des inspections qui pourraient les faire passer dans le corps des écoles, et en gravir les marches. Cette présence de chefs plus progressistes que celle des anciens contrôleurs de la stabilité, leur assurait l'aide d'instits dynamiques qui confortaient la nouvelle image de la hiérarchie. Ces instits pensaient se différencier des courtisans d'hier puisqu'ils continuaient à œuvrer au changement d'un système qu'ils dénoncent depuis longtemps. En accédant au pouvoir durant les années 80, les gauchistes de 68 continuèrent 68. Ce n’est pas leur hypothétique trahison qu'il faut dénoncer, mais la nature même de leur révolte de 68. Nous nous adressons par cette phrase aux plus lucides de nos lecteurs.

Le discours de l'inspectrice redevenait improductif quand elle s'efforçait de parler concret. Elle nota que les enfants du fond de la classe ne pouvaient pas bien observer les divers travaux présentés au tableau afin d'en réaliser une étude comparative (un jour normal, il aurait fait avancer tout le monde devant). Les questions liées à l'école ne tiennent pas aux détails. Il faudrait par contre changer les disciplines scolaires pour retrouver le détail avec par exemple un travail sur la perfection. La somme des connaissances double tous les dix ans, en conséquence il faut modifier l'approche des matières. De lui-même, un enseignant ne pourra pas briser les cloisonnements en place, par contre le personnel d'encadrement en l'y aidant, retrouverait par cette action, une vraie fonction, à condition de ne pas reprendre son bâton de pèlerin pour "faire comprendre".
Par exemple, si on commençait par l'introduction, sans démagogie, de la matière "plaisir" ? Une action "transversale" déstabilisant les disciplines, fut tentée à l'école primaire du temps des disciplines dites d'éveil (un autre pompon du manège). Elle aurait fait perdre aux enfants les grands repères historiques. Il est frappant de constater que si l'école primaire se lança relativement bien dans l'expérimentation, le collège resta totalement à l'écart. Une fois encore, le statut du prof ne lui permet pas de sortir de sa discipline. Les parents, les examens et les enseignants eux-mêmes ont des attentes précises. Qui oserait créer le prof de perfection ? Ou pire encore : le prof de plaisir ? Pourtant même dans le cadre actuel, des marges de manœuvre existent.

Jean-Paul D. se souvient particulièrement d'un prof de math de seconde qui se limita à la moitié du programme mais une moitié parfaite comme un arc-en-ciel. De même un prof de physique de troisième lui assura des connaissances qui sauvèrent son bac[11] ! Ils acceptaient d'enseigner plus que leur "matière" en y ajoutant la chair qui se retrouve autour et qui mérite des soins qui deviennent facilement évidents.

La conversation entre l'inspectrice et l'instit se poursuivait encore. Se déroulerait-elle mieux avec un inspecteur anciennement instit ? Jean-Paul D. faisant plus confiance aux personnes qu'aux titres ne croit pas que mécaniquement une culture instit se traduise par une culture particulière chez l'inspecteur. Sur ce point aussi, il considère que le rapport à la société est plus décisif que les rapports internes à l'institution. Il se souvient très bien de ce prof de math qui disait aux étudiants :

> *« Quoi, vous n'avez pas assez de temps pour faire les devoirs de math à cause du français, mais alors réduisez le travail de français!».*

Ce prof devenu inspecteur poussa encore et encore les instits vers les maths jusqu'au moment où il comprit qu'un instit avait autre chose à faire que les quatre opérations, et admit qu'il lui fallait évoluer.

Avec un peu d'humanité, chacun se transforme mais le vin qui vieillit le mieux contient très jeune les garanties de ce vieillissement.

---

[11] Bac: bateau plat qui sert à traverser les rivières. C'est aussi une auge ou une cuve. Généralement les bacs ne tiennent pas dans un bac.

François Pastoret avait appris au Franc-Tireur (qui ne voyait aucun lendemain à cette idée) qu'indépendamment des époques, le propre du travail d'enseignant s'appelait l'émancipation. Depuis deux siècles, tout le monde a beaucoup appris sans pour autant s'émanciper car certains savoirs et pratiques poussent plus à l'obéissance qu'à la liberté.
L'inspectrice sait-elle qu'une pédagogie émancipe plus qu'une autre ? Est-ce là, la limite de son progressisme ? La moins émancipatrice risque souvent d'être la plus différenciée ! La dynamique de groupe avait le mérite de faire voler en éclats quelques idées consensuelles et par exemple celles qui poussent à travailler seul pour apprendre bien.
Distribuant à des enfants, un questionnaire sur une lecture. Jean-Paul D. eut droit à cette question : *on peut chercher les réponses à deux ? -Oui. dit-il à condition de limiter le bruit et en laissant seuls ceux qui veulent travailler seuls."* Ce travail en couple devrait être un droit car de la discussion ne peut jaillir que la lumière et honte à ceux qui croient que dans ces conditions les enfants en échec se mettraient au repos. Après 10 ans oui, mais à l'école primaire, quelques uns sans doute, mais ce repos leur serait plus profitable que les recherches solitaires sans lendemain.

L'heure du repas avait sonné depuis un grand moment. Chacun avait besoin de s'en aller vers son propre menu. Puisque l'objet de notre étude reste l'instit et non l'inspectrice, nous négligeons les réflexions que poursuivaient cette dernière quand

elle se mit à table, pour indiquer le souvenir qui habitait Jean-Paul D. installé maintenant devant son steak-frites.
Au cours d'une visite précédente, la même inspectrice lui avait reproché une activité en occitan dans une classe de ville : *«à la campagne je veux bien, mais en ville franchement à quoi peut servir cette activité ?»*
L'instit eut la réponse facile (c'était encore le temps où il répondait) : *«cette activité faisait suite à une visite sur la foire au cours de laquelle, en passant à travers l'exposition de matériel agricole des enfants entendirent une langue dont ils me demandèrent la nature, alors on a un peu travaillé la question.»*
Plutôt que de questionner : *"-Tiens pourquoi cette activité en occitan ?"* l'inspectrice avait aussitôt jugé.
En faisant ce travail imprévu, Jean-Paul D. fut étonné d'apprendre que par les grands-parents, même en ville, une majorité d'enfants avaient entendu cette langue, qu'à dix ans, ils ne pouvaient nommer. Ils pensaient à l'italien, à l'espagnol, à un français mal parlé et certains savaient tout de même que c'était du patois. Pour Jean-Paul D., le combat de François Pastoret contre les "langues vulgaires" était une erreur excusable car en son temps, il avait de justes raisons. Depuis longtemps, la même erreur était devenue inexcusable. Des Conseilleurs de l'Inévitable défendent maintenant la langue d'oc quand le mouvement de la vie l'a cantonnée dans les conversations de bistrot. La plupart sauront que leurs nobles mesures tardives mériteront les éloges de ceux qui défendent l'impossible. Pendant ce temps, la

vénération pour l'anglais commercial fera d'immenses progrès (jusqu'à promouvoir les bienfaits de l'occitan commercial). Il ne faut jamais juger d'un acte en dehors de son temps. La même décision peut dans certaines circonstances être progressistes et dans d'autres être réactionnaires. Les médicaments ne servent à rien dans la bouche d'un mort.

Par une chance que nous apprécions à sa juste mesure, voilà qu'à l'achèvement de ce travail, Jean-Paul D. vient en 1996 de rencontrer un nouvel inspecteur. Il n'était plus le même homme puisqu'il travaillait en maternelle avec des enfants de 3-4 ans (et il s'agit là d'un autre métier d'enseignant) et en guise d'inspectrice, il avait donc un inspecteur ancien instit. Il s'amusa comme d'habitude et chanta presque. Il accepta sans peine de parler de ce dont il n'avait pas prévu et découvrit un nouvel enfant qui pleura l'espace d'un instant. Par la discussion, l'inspecteur prouva qu'il différenciait bien la vie de la mort, jouant plutôt la carte de la vie. A la fin, il demanda à l'instit que nous poursuivons plus férocement que quiconque : *Participez-vous à des œuvres post ou périscolaires ?* La question nous parait signifier une belle philosophie du personnage. La vie ne s'enferme pas dans les murs d'une école.
Chacun se sépara pour s'en aller vers son propre destin. Puisque l'objet de notre étude reste l'instit et non l'inspecteur, nous négligeons les réflexions que poursuivaient ce dernier quand il se mit à table. Quant à Jean-Paul D., installé maintenant devant

son steak-frites, il écoutait une chanson de Victor Jara, *L'Aparecido*, chanson qui lui rappelait le plus beau soir de sa vie[12], quand moins d'un an auparavant, il entendit cette même chanson de la bouche d'un jeune chilien de passage à Montauban.

[12] Ce n'est pas le soir qui fut beau mais la fraternité qui se dégagea de la rencontre d'un soir.

Notes syndicales pour suivre le chapitre suivant

Dès l'Ecole normale Jean-Paul D. a été syndicaliste actif car communiste. Il appartenait à la tendance minoritaire du SNI (U et A pour Unité et Action), syndicat membre de la FEN (Fédération de l'éducation nationale). Sa tendance en perte de vitesse décide de lancer une revue en octobre 1973. Dès ce numéro 1 il juge bon d'afficher un constat. Il n'est pas encore titularisé (le CAP pratique décisif, se passe un peu plus tard) mais il se lance dans l'action concrète. Il ne cessera jamais.
Voici de premier article.
IIS ETAIENT NORMALIENS

Sont-ils devenus instituteurs ? Oui,
comme il se doit, mais en quittant
l'E.N., ils ont perdu l'adjectif normal.

En effet, les normaliens sortants se trouvent, surtout cette année, en classes spécialisées et non en classes normales.
Sur une trentaine : deux en stage C.A.E.I., 6 classes normales (uniques ou maternelles), PLUS DE VINGT classes spécialisées.
Que signifie pour eux classes spécialisées ?
S.E.S., Perfectionnement, Pratique, C.P.A., Transition, I.M.P. Autant de classes où depuis toujours nous disent les instructions officielles il

faudrait des maîtres spécialisées. Mais l'Administration fait mentir les I.O.

AU DEPEND DE QUI ?

- des élèves : les élèves de ces classes sont défavorisés ;
- des maîtres : ils doivent se former sur le tas et donc travailler beaucoup plus et comme l'absence d'une bonne formation, ne peut être entièrement compensée par beaucoup de travail, les résultats ne sont pas toujours bons.

L'école publique est donc sabotée et on entendra dire: "Que de mauvais maîtres !".

AU PROFIT DE QUI ?

Du gouvernement : économie d'argent - économie de formation.

Il pourra compenser ce sabotage de l'école laïque par des crédits aux écoles privées.

Ces informations sur les affectations des normaliens cette année montrent, comme beaucoup d'autres, les difficultés qui apparaissent aujourd'hui pour ce gouvernement.

Il faut donc poursuivre la lutte pour qu'il ne règle pas ces difficultés sur votre dos.

Vous avez remarqué que la direction du S.N.I. a envoyé très rapidement les résultats du premier mouvement et pour les autres ? Il est anormal que le syndicat n'ait pas dénoncé cette situation avec force.

Il faut donner à chacun la formation qui corresponde à la classe qu'il désire ou qu'il peut choisir. Schématiquement il faut réformer complètement

cette formation professionnelle des instituteurs (qui pour ceux sortis cette année n'a servi qu'à moitié) pour, qu'en particulier, elle ne soit pas un couloir à une seule sortie mais un point de départ d'où l'on puisse mieux choisir sa voie dans une école rénovée.
Jean-Paul DAMAGGIO Normalien sortant Enseignant en classe de transition

Par la suite il continuera d'être un militant de la base (sa compagne d'alors devenant élue du personnel), jusqu'à ce jour de 1990 où il assistera au dernier Congrès du SNI-PEGC. A partir des luttes syndicales de 1986 va naître une tendance particulière au département, interne au SNI-PEGC qui va unir tous les minoritaires. Elle va publier un journal qui dépasse les questions syndicales : le Gyrophare.
A ce moment-là, Jean-Paul D. n'est plus membre du PCF.
Les dirigeants de la FEN visant la construction d'une confédération qui deviendra l'UNSA va créer en son sein le Syndicat des enseignants (le SE). Une confédération est reconnue comme interlocuteur de l'Etat (et accède à des moyens supplémentaires).
Du côté des minoritaires, à la naissance du SNUipp et de la FSU, il restera en dehors car il refuse la répétition de la FEN par la FSU (Fédération syndicale unitaire), c'est-à-dire le maintien des divisions syndicales entre instituteurs et professeurs.
Il rejoindra le SNUipp au cours des luttes de décembre 1995 jusqu'à devenir un temps, semi-permanent du syndicat, et délégué du personnel.

Plus le SNUipp deviendra puissant, et plus il va perdre de sa vigueur contestataire, se coulant dans le moule cher au SNES qui lui, était majoritaire depuis 1967.
Pour les deux dernières années de sa carrière, il rejoindra Sud Education où il aura au moins un plaisir : militer syndicalement avec des profs de collège ou de lycée.

Ce parcours militant en Tarn-et-Garonne lui permettra de vérifier la montée en puissance du rejet du syndicalisme dans un secteur où il était très fort.

Depuis que le SNUipp est devenu le plus puissant syndicat des instits, y compris en Tarn et Garonne, le sort de l'école primaire s'est-il amélioré ? En effet, auparavant les minoritaires accusaient toujours les majoritaires d'une mollesse coupable des maux de l'institution.

Dans la réalité l'école est toujours plus apparue pour ce qu'elle a toujours été : un bateau circulant au rythme sur des vagues sociales. Et dans ce bateau, le cas de Jean-Paul D. n'est en rien son cas, mais le double effet d'une histoire sociale croisant une histoire personnelle. Il ne pouvait rien changer… et c'est sans doute pour ça qu'il a été changé.

Dans le langage convenu des optimistes, il est dit que des luttes sociales, il reste toujours quelque chose, et c'est vrai, mais quoi ?

III - 1992

"Ces dix dernières années, la grande opération culturelle a consisté non pas à opposer des contre-arguments à d'éventuelles critiques de l'ordre établi mais à nier la nécessité même d'une pensée critique au sein d'un monde dont les contradictions, surtout depuis la chute du mur de Berlin, auraient purement et simplement disparu."

A sa mort beaucoup firent la fête. Pas Jean-Paul D. Dans le journal le *Gyrophare* il écrira pour ses amis un article intitulé *"Triste FEN"* (nous ne dirons jamais assez que son métier et ses amis constituaient toute sa vie).

Nous ne pouvons donner la date précise de l'enterrement mais sachez-le, au cours de l'année 92 la FEN a subi une scission historique mortelle, sous l'impulsion de ses dirigeants (surtout ceux du SNI-PEGC) et avec l'accord tacite de la majorité des victimes qui, depuis longtemps, ne voulaient plus travailler dans la vieille maison.

La mort de la FEN, c'est-à-dire de l'unité syndicale conservée chez les enseignants malgré la scission de la CGT et de FO en 1947-1948, a pour base plusieurs

croyances ou faits (c'est selon ce qu'on fait et ce qu'on croit) :

- la perte du sens syndical tout d'abord.
- la croyance que la fin de l'URSS entraînerait l'effondrement irréversible du passé communiste en France.
- la guerre sourde entre profs et instits.

Nous allons évoquer ces détails - certains les ont appelés à tort la forteresse enseignante - car comment étudier un instit sans mentionner son syndicat ? Par précaution, tout en continuant nos notes relativement savantes, nous irons fouiller dans les cavernes par goût de l'inutile. Et cette fois la caverne s'appelle : Le Gyrophare. Dans son article du 6 Mai 1992. Jean-Paul D. qui pour une fois avait pris la plume, fit remonter le déclenchement de la scission, au Congrès du SNI-PEGC de Limoges de Juin 1990, congrès qu'il suivit en tant que délégué (un effort local avait autorisé une délégation hétérogène). Dès son retour, il titra ainsi son compte-rendu : "Les cinq derniers jours du SNI-PEGC" (sa passion pour le nombre cinq remontait à la lecture enfantine de la série : Le club des cinq). Il souleva un grand scepticisme parmi ses amis car depuis des années, les débats sur l'éventuelle scission faisaient figure de montagne qui, à chaque fois, accouchait d'une souris (les éduqués croient souvent que les répétitions sont faites pour se répéter !). Plutôt que de prendre des mesures pour contrer, autant que faire se peut, la dégradation de l'unité syndicale, chacun fit comme si de rien n'était, ce qui poussa

Jean-Paul D. à ne pas renouveler son adhésion en 1991. Une fois encore, il se trouvait en dehors du temps donc à la fois en retard et en avance : en retard dans le sens où il avait accepté une responsabilité syndicale au moment où elle lui devenait inutile (quel âne !), en avance dans le sens où il voulait quitter de lui-même un syndicat avant d'en être poussé dehors (quel défaitiste !). Il se promenait là où on l'attendait et là où on ne l'attendait pas (un don de double personnalité sans doute). L'histoire lui donna raison[13] au congrès de la FEN de 1992 : la scission, se produisit enfin. Elle lui donna aussi raison quant au projet substitutif à la FEN. Les victimes de la scission se divisaient au moins en deux tendances (au-delà de trois, il perdait le sens de la distinction).

Pour l'une, la fin de l'unité maintenue contre la scission de 1947 imposait un retour vers la CGT qui prit d'ailleurs les mesures statutaires nécessaires pour accueillir les enseignants.
Pour l'autre, il fallait pencher plutôt pour le maintien d'une structure autonome. Les responsables de la FEN attendaient leur bonheur de cette division propre aux minoritaires et connue sous le nom de lutte permanente entre Unité et Action et Ecole .Emancipée.

---

[13] L'histoire a souvent des raisons que la raison ignore. Seule une sérieuse histoire de la raison mettrait à la raison cette formule : "l'histoire donne raison...".

Jean-Paul D. écrivit : «il faut en rester à l'objectif d'un syndicalisme fédéral et autonome avec l'espoir d'un retour à l'unité ».
Dans le même numéro du Gyrophare le bureau du SNES, le syndicat des profs de la FEN, en appelait encore au maintien de la FEN par le refus de la purge (une position collective !) :
"Nous ne pouvons pas rester passifs et nous rendre complices de la mort programmée du syndicalisme dans l'enseignement public. Nous appelons toutes les bonnes volontés à refuser ce pronunciamento et à rester unies dans la FEN, dont la scission reste en suspense jusqu'au 24 juin, par décision de justice. Convaincus que le coup de force de la direction de la FEN est juridiquement nul et non avenu, sans aucune base syndicale réglementaire et totalement contraire au droit et à la morale des sociétés civilisées, nous devons réunir dans un collectif FEN départemental, enseignants et non enseignants ...'".

Comme si une décision de justice pouvait réunir ceux qui se faisaient une guerre ! En réalité, la direction du SNES voulait ainsi démontrer qu'elle partait contrainte et forcée et non pas contente et soulagée. Dans son optique, la fin de la FEN sera produite par la décision de justice défavorable au SNES en juillet 1992.
Par la suite, le SNES ne rejoindra pas la CGT, préférant constituer l'organisation que Jean-Paul D. appelait publiquement de ses vœux : une fédération syndicale unitaire et autonome. Le congrès constitutif aura lieu seulement en Mars 1994. Franc-

Tireur restera minoritaire sur plusieurs points essentiels. Plutôt que le syndicat unique de la maternelle à l'université cher au SGEN (peut-être à cause de sa faiblesse) et réalisé par les majoritaires FEN, la F.S.U. conservera l'émiettement en multiples petits syndicats.

Pour qui veut regarder la vérité en face, toutes ces querelles ne peuvent masquer l'essentiel (1). Voici la suite de l'article du Franc-tireur insouciant :
"Alors pourquoi la scission ? Parce que le syndicalisme français est au bord du précipice et que face à ce phénomène, il est plus simple de faire l'autruche. On a vu petit à petit dépérir la vie du SNI-PEGC de notre département : baisse de l'effectif, peu de vie des sous-sections et commissions, et même le conseil syndical du SNI-PEGC qui se prononça sur le problème dramatique de la scission n'a réuni que 18 membres sur 30 ! Cette fin du syndicalisme ne touche pas que le SNI-PEGC, ni que les majoritaires. Elle nous touche tous. Suite à l'important mouvement contre les Maîtres-Directeurs, j'en avais appelé à la réinvention du syndicalisme. Cette réflexion a contribué en partie, à la naissance du SA-MU, à la vie du Gyrophare et donc au maintien de certaines formes de pression."
Le SA-MU (Syndicalisme Autogestionnaire-Mouvement Unitaire) désignait en Tarn-et-Garonne un regroupement des minoritaires du SNI-PEGC. regroupement qui, en 1987, anticipait sur les événements. L'humour du sigle se confirma le soir de la création du journal avec l'adoption du titre :

Gyrophare. En cette année 92, le Gyrophare avait commencé par un édito de Patrick Lalanne : Joyeuse année. L'humour était toujours de mise dès les premières lignes :
"Il y a des ans qui démarrent mieux que d'autres. Celui-ci semble bien parti pour que nous en profitions pleinement, car, réjouissons-nous. nous aurons un jour de plus pour cela, année bissextile oblige !".

On y apprend la suppression, d'ici deux ans, de la Franchise Postale pour les écoles. Il faudra attendre cette "modernisation" deux ans de plus car 94 et 95 furent des années électorales. Après l'évocation des J.O.. d'Eurodisney. de Le Pen à l'Heure de Vente et des problèmes instits, Patrick Lalanne concluait ainsi son article très style Gyrophare:
1 - L'essentiel est une maladie dangereuse qui provoque l'amnésie des pédagogues. Est-ce que l'essentiel, c'est vraiment l'essentiel ?
"Vous allez dire que je mélange tout, et que ce propos décousu n'a rien à faire ici. Peut-être. Sauf que je n'arrive décidément pas à dissocier notre rôle d'éducateur du malaise de la société dans laquelle nous vivons actuellement. L'abus de connerie est nuisible pour la santé. Veillez à consommer avec modération. Et attention, nous ne sommes pas dans le milieu enseignant, immunisés. Au contraire, nous sommes même souvent au contact de la maladie... C'est peut-être d'abord à nous d'être garants de certaines valeurs. Heureusement, pour garder notre moral, il nous reste une petite astuce : cette date du

29-2-92 est un anagramme chiffré ! Rien ne nous empêche donc de le prendre à rebrousse-poil et sans tout retourner pour autant, de remettre quelques idées en place."

Dans le genre humour une brève réflexion mérite une mention :
« La voiture SNI-PECC est au garage, seule la direction fonctionne': Réflexion de grande portée offerte plus particulièrement à nos lecteurs intelligents.»

Il nous fallait mentionner cette page d'histoire pour constater que Jean-Paul D. ne dit ni oui, ni non au syndicalisme. Philosophie de l'hésitation devenue habituelle chez ce martien inexplicable ? Philosophie sans lendemain dans un pays qui ne connait que l'âge des extrêmes (un historien anglais désigne ainsi l'époque 1914-1991). Quand on lui dit que cette position le rend centriste, il s'insurge. Ne lui reste-t-il qu'une solution se placer au-dessus de la mêlée, comme certains intellectuels prétentieux ? Question qui sent l'affront pour ce membre de l'action quotidienne la plus modeste ! Il préfère se situer au-dessous de tout et veut donner un autre exemple.
A Jean Calzabou qui écrit :
"La rivière linguistique a été détournée de son cours. Pour la bourgeoisie gagnante après 1792, il ne suffisait pas d'uniformiser les poids et mesures : il lui fallait aussi mettre sous le boisseau les esprits et faire taire les mauvaises langues régionales."
Jean-Paul D. ne dit ni oui, ni non à cette analyse.

Pour se placer SOUS cette querelle française, il annonce qu'aucune langue n'est un drapeau. Elles ont toutes leurs mérites et leurs fonctions et laisser croire que la bourgeoisie française pouvait décider en la matière, c'est lui accorder des pouvoirs qu'elle ne possédait pas (Marx prétendit qu'en 1851, pas encore mûre pour occuper le pouvoir, elle le confia à Napoléon III...). Et la bourgeoisie anglaise pourquoi a-t-elle refusé le système métrique ? Par esprit aristocratique ? N'est-elle pas le modèle universel de la bourgeoisie ?

Pourquoi encore et toujours, en revenir aux questions de langue ? Parce que les bateaux reviennent au port, parce qu'il faut toujours revenir au port. Et puisque à défaut d'être un drapeau, la langue est un homme, Jean-Paul D. se plonge dans la relecture de l'hommage qu'il prononça en faveur d'Auguste Fourès[14], un félibre rouge : « Comprendre un écrivain du XIX éme siècle, c'est le replacer dans le tissu d'amitié où il évoluait ».

Et les amis en question décidèrent de se constituer sur le modèle parfait de l'amitié : celui des trois mousquetaires. Fourès était Porthos.

Il veut le pays grand et le peuple très fort.
Le grand amour de l'humble est dans le cœur antique,
Féodal à la fois, et très démocratique.

Fourès se battait avec sa langue d'oc. Pour hier et demain. Il ne disait ni oui ni non : il faisait le monde.

---

[14] Une pensée de Fourès : "Les bounis eretics del miechjoun de la Françoy / Fan que 89 es fort." (Les bons hérétiques du Midi de la France font que 89 est fort.)

Le Franc-tireur avait les ancêtres qu'il méritait (vous saisissez l'ironie ?) : tous des marginaux qui revendiquaient un passé alors qu'en tant que progressistes ils avaient davantage besoin d'un avenir ! Nageant dans sa douce euphorie, il reportait même le modèle d'amitié cher à Dumas dans le monde de la politique : Gorbatchev-Aramis, Athos-Chevernadzé, Porthos-Iakovlev. Arriva par la suite D'Artagnan-Eltsine «un génie de l'intrigue» d'après Alexandre Dumas. La brouille inévitable entre Gorby et Boris fit voler en éclat l'amitié et détruisit l'équipe. Encore une fois Jean-Paul D. tombe dans le chaudron de la politique. Nous prétendons qu'il gâche sa vie à rêver de l'impossible mariage entre Le Politique (un gars surtout sédentaire) et La Philosophie (une personne nomade et un peu prof sur les bords).

Dans la FEN, une brouille équivalente à celle de Gorby et Boris éclata peut-être entre Yannick Simbron, l'homme que le Congrès de la FEN laissa à son poste début 91 pour l'éjecter quelques semaines après, et un triumvirat plus ou moins connu (Jean-Claude Brabarant. Martine Le Gal. Guy Le Néouannic). Simbron avait lancé le 5 janvier 1990 une proposition claire :
« Nous sommes prêts à entrer dans une grande confédération syndicale française que nous aurions contribué à reconstruire ».

Puisque la disparition des instits mettait en péril la place de son syndicat dans la FEN, le secrétaire de la

fédération doubla d'ambition en se faisant le sauveur du syndicalisme en général. Elu à la direction de la FEN en 1987, réélu en 1991 avec l'objectif de provoquer un congrès extraordinaire en 1992, sa mise à l'écart expéditive en Juin 1991 restera un mystère.
Voici ses derniers propos publiés dans le Monde avant que ne tombe sur lui la chape du silence :
« Quant à la reconstruction, elle est indispensable pour éviter une balkanisation du syndicalisme[15], déjà trop largement entamée. Il est bien évident que tout le monde est partagé sur la perspective de la reconstruction qui bouscule les frontières, les territoires, les équilibres actuels. Un syndicat de vingt mille membres peut parfaitement vivre douillettement, sans trop se préoccuper de ses voisins. Mais la vraie question, c'est : pour faire quoi ? Un tel émiettement conduirait à une addition de corporatismes sans principes et à la dégénérescence d'un syndicalisme de propositions capable de faire des grands choix, de promouvoir un projet global et de fédérer des convergences, aussi bien sur les questions d'éducation que sur les problèmes de société.»

Quittons les notables pour revenir à nos moutons.
Et la prof dont la marque de chaussures n'était peut-être pas exactement celle mentionnée, que devient-

[15] Le modèle des Balkans a beaucoup servi et pour qu'il ne s'use pas trop serbes, croates et bosniaques venaient de lui donner une nouvelle jeunesse. Jusqu'à quand ?

elle ? Nous ne saurions trop le dire à cause de la difficulté à repérer un visage ou une silhouette au milieu d'un corps enseignant typé (la référence aux chaussures n'étant pas le meilleur indice de reconnaissance). Elle ne se retrouve pas parmi les profs amateurs de politique qui décidèrent, en cette année 1992, de faire vivre une nouvelle structure : Refondations. Il nous faut tout de même saisir l'événement pour cerner le cas de profs à l'œuvre qui disent à leur manière que la gauche doit refonder une identité culturelle (bien sûr Refondations s'ouvrit au-delà des profs mais nous décrétons - fidèle à notre mode d'investigation - que l'idéologie émise correspond a celle des profs).
Nous allons nous référer au texte en question :
«Les séismes de notre histoire viennent de bousculer les idées non moins que les réalités. Gauche, progrès, socialisme ... : ces mots même, et bien d'autres découragent l'habitant comme des maisons éventrées.»

Des mots qui seraient des maisons ? Et des idées bousculées non moins que les réalités ! Nous repensons à La Fontaine qui écrivit une fable contre le maître d'école qui harangue l'enfant proche de la noyade plutôt que de lui lancer une bouée de sauvetage. Ce sont toujours les réalités qui bousculent les idées. Contre les mots et les choses évoquons toujours les choses puis les mots.
«Refonder une perspective et une pratique de transformation sociale appelle sans s'y réduire un grand travail de pensée et de langage.»

Par exemple en remplaçant le mot "révolution" par "transformation sociale" ? Le propre des profs : pas plutôt nés, ils se demandent ce qu'ils font. Ils étudient les langages qu'ils n'ont pas appris. C'est une bonne démarche car au moins, le jour où ils savent parler, ils parlent bien.
"Le moins malaisé est de cerner d'abord cette identité en disant ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle n'est plus, avec quoi elle rompt."

A croire que le moins malaisé est toujours le plus difficile ! Bien sûr, cette dérive répond à ce que la société attend du prof. Il doit produire des idées et des belles si possibles quand arrive le printemps. Plutôt que de taper dans un ballon, il dit pourquoi il faut taper dans un ballon (après avoir homologué la B.D., il sanctifia le polar). Si encore, il évoquait le comment! En réalité la question de Lénine Que faire ? s'est transformé en comment faire ?

Jean-Paul D. suivait à la loupe les efforts de tels Amoureux de la Nouveauté car sa vie gâchée par la politique, mais sauvée par le métier, lui avait permis d'acquérir certaines incompétences (qu'il jugeait sans avenir). Les Amoureux de la Nouveauté vendaient les récoltes qu'ils n'avaient pas cultivées. Ils bâtissaient des échanges sophistiqués sur des fondations incertaines. Ah ! la peau de l'ours, combien de fois a-t-elle été vendue ? A chaque dette accumulée par les mairies, l'Etat etc...

Tout l'esprit pompeux se concentre généralement dans les conclusions. Voici celle de circonstance :
"La gauche de demain, n'est-ce pas cette utopie sans utopisme qui inventorie de manière critique le nécessaire pour inciter chacun à mesurer tout le possible et à s'en emparer ? Ce qu'on appelle progrès humain ne s'est opéré à travers les siècles que par le sacrifice d'innombrables individus. Cette logique préhistorique n'est plus seulement invivable : elle devient inviable. Il faut en renverser les termes. La gauche dont nous sommes est cette subversion-là."
Ouf !

Nous savons que Jean-Paul D. apprécie très mal notre humour mais nous mentionnons une telle "littérature" qui l'aide à vivre, sans l'intention de lui nuire. Contre l'infini discours sur la subversion, notre instit de laboratoire n'en finit pas de gommer le verbiage pour la chanter de tout cœur mais l'histoire prouve qu'il travaille avec des leurres (il devrait lire le massacre des illusions de Léopardi). Il se fait piéger à toutes les occasions. Contre les divers projets locaux, il prêche pour une éducation nationale or sa marginalité représente moins qu'un projet local, à peine un projet bocal.

A la lumière de cette situation féodale plus que balkanique, quels sont les cinq défauts d'une gauche à transformer[16] ? (comme toute recherche, la nôtre

[16] Nous craignons le manque d'optimisme voilà pourquoi nous n'avons pas mentionné les cinq qualités d'une gauche à aimer.

est tenue à fournir quelques résultats aux commanditaires et qu'importe leur inexistance !)
1) Des généralités (les gaz). la gauche extrait une généralité (l'air), et perd de vue l'expérience (la respiration), au nom de l'abstraction.
2) Des décisions qu'elle prend (demain la fête), beaucoup restent inappliquées (demain sera après-demain) car on néglige l'inconséquence (ah! l'oubli).
3) L'attente immédiate d'un résultat (merde, il me reste trois jours à vivre) fait oublier que seule la patience est révolutionnaire (merde, Lénine encore).
4) Pour hâter un résultat qui de toute façon ne viendra pas, on se cache derrière l'agitation (ou la gesticulation).
5) Quand on a tout perdu (la déception), alors on se cache derrière le réalisme.

Si un paysan vivait avec les défauts de ce prof de gauche, nous aurions les cinq cas suivants :
- celui qui sèmerait toujours des graines non fécondées.
- celui qui achèterait les bonnes graines mais les sèmerait à la mauvaise période.
- celui qui inonderait les jeunes pousses pour mieux les arroser ou les brûlerait pour mieux les couvrir d'engrais.
- celui qui ramasserait la récolte avant terme.
- celui qui abandonnerait le métier de paysan suite à tous les échecs précédents.

[Exceptionnellement, nous mentionnons une révolte de l'individu sujet de notre étude. une certain Jean-

Paul D. qui surveille la rédaction de notre travail sociologique suivant un privilège de notre invention que nous lui avons accordé (nous sommes ou nous ne sommes pas au Moyen-âge !). Il s'insurge contre la déformation que nous faisons subir à sa personnalité[17]. En politique, il vient d'écouter à Bédarieux. André Galan, un homme loin de toutes les abstractions, le conseiller général de Montagnac, cette petite ville qui fut le premier refuge de Pastoret. Cet homme ressemble comme un frère à un autre de ses amis, Gérard Tartanac : aussi chauve que lui, aussi enthousiaste et aussi précis dans ses argumentations. Syndicalement, il préfère citer Court-Saliès à Simbron. Et il hésite rarement : il préfère le verbe douter.
Pour répondre a ce prétentieux. nous devons lui rappeler et nous insistons - nous devons le lui rappeler - nous lui rappelons qu'il ne domine pas la situation dans laquelle il se trouve englué et comme tout membre de la "base" sa position l'aveugle ou l'assombrit au choix. On ne se situe pas sous-terre sans risque. Et de plus un peu de déontologie : un modèle se rebiffe-t-il contre son peintre ? Quel que soit le résultat, le modèle doit remercier le peintre. Par bonté d'âme, nous lui laisserons cependant cinq lignes en conclusion de ce travail.]

---

[17] Pour Jean-Paul D., la personnalité c'est Lucien Bonnafé écrivant le 22 avril 87 : " Il y a ceux qui me font reproche de n'avoir pas pu, su, voulu, ‘faire école’. Sils ouvraient plus grands leurs yeux et leurs oreilles, ils sauraient voir et entendre que mon école buissonnière est toujours là."

IV – 1993

"Alors que les élites au pouvoir ont adopté sur l'Europe une rhétorique commune nourrie de congrès et de symposiums dont l'inutilité confine à la perfection, il n'a même pas été question de construire un système éducatif commun."

Au jour anniversaire du 9 thermidor, Jean-Paul D. se décida à écrire quelques mots pour célébrer cette date. S'il devenait un Conseilleur de l'Impossible, ça pourrait toujours lui servir ! Ayant commis quelques articles, il pouvait tenter de franchir une étape nouvelle dans sa vie. Nous le savons : l'appétit vient en mangeant et c'est en forgeant qu'on devient forgeron. De l'effort entrepris, il garda cette trace :
« En ce jour exactement il y a 199 ans dans l'ombre de la nuit à travers les rues de Paris suite aux mêlées d'une année, dite la deuxième du calendrier, des comploteurs changèrent le cours de l'histoire. Français loin du théâtre d'ombres crut que la chute de Robespierre traduisait une nouvelle avancée de la liberté puis comprit que la nuit appartenant aux bandits il lui fallait déchanter. »

Jamais nous n'aurions repris cette écriture alambiquée si elle ne prouvait la passion de Jean-Paul D. pour son héros, passion qu'il poussa jusqu'à l'extrême en décidant de quitter pendant quelques jours sa nouvelle résidence bruniquelaise pour

rencontrer à Callian... une descendante de François Pastoret. Quatre jours de vacances pour déroger à son habitude. Quatre jours dans le Sud-est grâce a son ami René Merle qui lui prépara le rendez-vous et le conduisit dans la région.
C'est exact. Jean-Paul D. avait quitté début Mars, le chef-lieu de son département pour se replier vers un village du Tarn-et-Garonne. Une fois encore, il avait tout faux[18]. Logé gratuitement en ville, il se retrouvait dans un logement payant à Bruniquel ! Pas une personne sensée n'aurait pu trouver une explication à ce déménagement, et pourtant il fut l'œuvre d'une personne sensée. Pour se justifier, il nous expliqua que la ville se prend trop au sérieux. Fidèle à la savante direction prise par notre étude, nous n'avons analysé cette fuite que sous l'angle pédagogique. L'image de référence de l'instit, nous le montre dans un village et Jean-Paul D. voulut sans doute se conformer à cette image. Sauf qu'il n'était même pas instit dans le village où il habitait ! Ce déménagement influa-t-il sur sa décision de le quitter quelques jours ?
Le fait est là, il partit pour le Sud-est. De Montauban à Callian la distance est aussi grande que de Montauban à Orléans ce qui lui confirme qu'il n'existe pas plus de Sud que de Nord. Quant à ceux qui parlent de conflit planétaire Nord-Sud, nous

[18] "J'ai essayé mais un peu vainement, de dire qu'il est quand même étrange que ce soit certain corporations ouvrières qui ont toujours été en tête des conflits. En gros, ça commence toujours avec les tailleurs et les cordonniers." écrit Jacques Rancière. Quand on travaille en vain, a-t-on tout faux ?

dirons que le Nord a son propre Sud et que le Sud a son propre Nord. A prendre deux points cardinaux, nous préférons encore ceux de pauvres et riches.
Franc-tireur découvre une région plus chaude, plus peuplée, plus lumineuse et plus bruyante que la sienne. En arrivant à Callian, les deux visiteurs montent jusqu'aux hauteurs du village pour y admirer de près le château. De là-haut, une vue magnifique sur la plaine. Puis ils reviennent sur leurs pas, vers la maison de Madame Poulie, la descendante de Pastoret, celle qui les attend chez elle avec une amie de la bibliothèque. La conversation ne sera pas académique dans le sens où on passera facilement du cas de Pastoret à d'autres réalités. Dans la vie, tout se tient si bien qu'on peut sauter du coq à l'âne sans tomber dans un ravin.
Notre instit passait de Barcelonnette[19] chez Georgette Poulie qui rassembla sur son ancêtre une documentation considérable permettant en 78 la publication d'un numéro d'Archistra, une revue toulousaine. Elle écrivit à de multiples organismes et institutions, remonta patiemment le cours d'une vie, nota avec minutie l'évolution du dossier et tout ça à une époque de faible diffusion de la photocopie.
Pour étancher la soif, sur la table, du jus de mangue. Elle pose aussi les classeurs qui rassemblent ses trouvailles. Jean-Paul D. feuillete des pages

[19] Le cimetière de la petite ville est un hymne étrange à l'enracinement et au déracinement. Des immigrés sont revenus mourir au pays natal pour y étaler leur réussite par le moyen de tombes monumentales.

photocopiées qu'il reconnaît sans peine. Mais il veut savoir d'abord comment la femme trouva la piste de son ancêtre ? Son arrière-grand-mère avait laissé entendre en 1970 qu'il y avait eu un poète dans sa famille. Elle se lança alors dans l'arbre généalogique : nous voulons tous, en désespoir de cause, appartenir à une grande famille (si les siècles constituaient des repères valables, le 19ème pourrait représenter celui des peuples, le 20ème celui des classes et le 21éme celui des familles ou fanzines dans les groupes de rap). Elle retrouva ainsi le poète François Pastoret par une tradition orale sauvée par les femmes et non par un manuscrit ou un autre papier aux mains des hommes. La parole plus fiable que l'écrit pour gagner la postérité !

Parmi les documents photocopiés, Jean-Paul D. découvre celui daté du 6 pluviose an 10 où Pastoret demande la construction d'une petite salle de théâtre dans le grenier du "ci-devant" château de Callian qui appartenait à la commune. Toujours cette passion du théâtre qui nous a quitté aujourd'hui. La "superficie" de l'intervention théâtrale s'est réduite de la rue elle-même, à la salle obscure pour finir en théâtre de poche et se pervertir dans le salon familial devant l'écran télé. Un massacre : les personnages de la télé sont moins que des marionnettes !

Dans la discussion ce fut donc le va-et-vient entre hier et aujourd'hui : chacun trouve toujours quelque chose chez l'autre pour rejoindre son existence. D'une hésitation devant une maladie aux déboires d'un courage, d'une émission télé à un souvenir de

monographie, le fil de la conversation tissa une toile chargée de l'immense vie.
Puis du balcon, les quatre personnes rassemblées commentent un paysage qui dit l'histoire, une histoire qui ne se fait ni dans les conclaves, ni derrière les portes dérobées ou dans les couloirs secondaires, mais partout où vivent les hommes. Les Conseilleurs divers admirent des écrans divers (télé, Minitel, ordinateur) pour satisfaire leur alimentation intellectuelle (écrans, tous entre les mains des Poderosos). Acte naturel : ils sont eux-mêmes des écrans ! (avant la technologie de pointe, ils jouaient seulement le rôle de miroirs). De sur le balcon, les quatre élites délirantes observaient l'inutile (de l'inutile car la vue avait si peu de bénéficiaires qu'elle n'était pas cotée en Bourse). Les vrais élites préfèrent la force de leur écran qui multiplie les clichés et assure leur partage (ils partagent les clichés mais pas le pouvoir que cachent les clichés) or pour partager faut-il encore sortir de temps en temps sur son balcon y puiser dans le panorama la matière de l'échange ! Pédagogiquement parlant les cliches sont du rabâchage pas de la répétition (de grâce n'oubliez pas cette différence). Voilà une autre preuve qui démontre que même le pouvoir de l'éducation ne peut anéantir les circonstances sociales. Avec la bourgeoisie l'homme serait devenu le fils de ses œuvres pour nier son origine sociale. La prochaine révolution en fera le fils des circonstances pour nier son individualisme petit-bourgeois.

Pour célébrer les deux femmes courageuses qui faisaient vagabonder l'esprit de Jean-Paul D. et alimentaient notre étude sociale, il aurait peut-être fallu glisser deux mots d'une femme exceptionnelle de la génération de Pastoret. Comme les informations concernant l'épouse de François restent limitées, il aurait fallu par exemple prendre le cas de Sophie Germain (1776-1831). Elle dut combattre durement ses parents pour accéder au droit d'étudier. Elle comprit qu'il valait mieux signer d'un pseudonyme masculin ses articles (Monsieur Leblanc). Elle vérifia que la Révolution française fit de grandes choses qui laissèrent souvent les femmes sur la touche. Prenons un cas : à la création de la fameuse Ecole Polytechnique, en 1794, les femmes n'y furent pas admises. Par chance. elle trouva des étudiants qui acceptèrent de lui donner cours et conférences. Ses réactions communiquées à Lagrange éblouirent le savant. Cette mathématicienne trouva un appui solide en la personne du célèbre allemand Gauss qui fut son correspondant à partir de 1801 et à qui elle communiqua sa véritable identité seulement en 1807. Elle atteindra la gloire en 1816 et attend toujours son biographe.

La veille de la rencontre de Callian Jean-Paul D. et son ami se trouvaient sur la place de Barcelonnette, ville où on découvre une trace du Mexique. Occasion pour les deux hommes d'évoquer Georges Fournial ; cet instituteur méridional que le PCF envoya en Amérique Latine et surtout au Mexique ou le

mouvement communiste eut la charge d'y assassiner Trotsky. Nous nous souviendrons qu'avant de quitter ses fonctions Fournial accepta d'évoquer dans l'Humanité le livre de Valentin Campa ou ce communiste mexicain commençait à reconnaître le crime.

Sur la place de Barcelonette, un gamin de sept ou huit ans, un autre d'une dizaine d'années puis un adulte à côté et les trois, munis d'un accordéon, occupent la scène dressée sur les lieux. Pour une fête gratuite. Dans un bistrot à côté, des jeunes des banlieues, en vacances dans un club quelconque, chantent à tue-tête pour se moquer des ringards à l'accordéon[20]. Au bout d'un moment, peut-être suite à un épuisement de leurs voix, ils finirent par s'approcher puis petit à petit, les filles entrèrent dans la danse et finalement les moqueries cessèrent d'elles-mêmes. Sans professeur, ils tentaient de suivre les pas de la *courante* italienne que des personnes plus qualifiées faisaient tourner sur la piste. La gaieté emporta tout le monde. La musique avait été plus forte que les clichés. Bravo les jeunes. Sauf que peut-être, demain, les clichés reprendront le dessus et que cet instant minoritaire sera noyé sous les flots du conformisme.

Au retour de son voyage, Jean-Paul D. imagina un cadeau à offrir à Pastoret pour son 245 ème

[20] L'accordéon peut mettre d'accord tout le monde si le monde cesse de se moquer de lui-même.

anniversaire et il écrivit son choix pour compenser l'impossibilité du geste :
--- Je pense d'abord à une pièce de théâtre puisque Pastoret était fou de théâtre puis à un roman qui serait un sous-roman. Je me décide pour un film - sans rapport avec la Toscane - que je classe dans le sous-réalisme : la cassette-vidéo de *Palombella Rossa* film réalisée par Nanni Moretti Dans sa palombella Moretti porte la triple casquette de réalisateur, acteur, et producteur pour rendre la vie artistique plus belle, pour une parole plus forte que l'image, pour politiser la pédagogie, pour refuser l'amnésie et pour habiller la vie d'humour. Une image démystifiant l'image. Généralement l'image de la mort d'un chien ne laisse pas l'imagination en paix Elle s'impose, elle est dictature elle prend toute la place entre le cœur et la tête, sans laisser le moindre échappatoire.
De l'image pieuse à la photo, si l'image veut être démocratique, elle a un besoin vital d'apparaître comme une sous-image. Moretti a choisi de bousculer le champ de vision par un flot de paroles. Il a choisi de placer la caméra au second plan par rapport au micro. Tiendra-t-il longtemps à ce jeu non-conformiste. J'ai pensé à ce cadeau car les deux hommes me semblent livrer le même combat. Puis après réflexion, j'ai eu un doute: un autre film de Moretti *la messe est finie*, n'aurait-il pas été un meilleur choix à cause du curé qui, à la fin, prêche comme parle beaucoup de profs?

V - 1994

"Une approche progressiste de l'éducation devrait réclamer l'enseignement obligatoire du décodage médiatique. Les enfants d'aujourd'hui, citoyens actifs ou passifs de demain, aimerait comprendre la signification des ombres de vérités qui leur sont projetées, surtout si elles répondent à leurs besoins. (...) L' "abc" pour qui veut savoir décoder l'information est de connaitre l'identité du propriétaire d'un média donné et le but qu'il poursuit en prenant le contrôle de la conscience réceptrice."

En Mars 1993. Jean-Paul D. trouva le moyen d'être candidat à une élection législative[21] - comme s'il n'avait rien de mieux à faire ! - et dans le journal réalisé à cette occasion et diffusé à 5000 exemplaires par son groupe politique, le chapitre sur l'Education nationale disait :
"La droite veut faire de cette question LA question de l'année 93-94. En 81, la Gauche devait faire de cette question LA question de l'année 81-82. C'est dire le retournement de situation, mais aussi l'enjeu politique majeur que représente toujours le domaine

[21] Nous savons qu'il crut qu'à cette occasion, la désaffection de l'électorat de gauche pour le PS et le PCF pourrait aider une nouvelle gauche à naître. En réalité ce furent les écolos qui, pour un jour, ramassèrent quelques miettes.

éducatif dans notre pays. Un point fait l'unanimité dans tous les secteurs de l'opinion : l'Education nationale, il faut la changer. Mais pour aller vers où ? On sait que les réformes n'ont pas manqué depuis 1968 alors, comme dit le poète, s'il fallait changer la façon de changer ?

- Nous refusons tout démantèlement de l'Education nationale, toute tentative visant à exclure son épine dorsale qui est l'école publique. Nous l'avons déjà dit en 1992 : "l'horizon, c'est une société plurielle, laïque et solidaire". La laïcité qui est une des originalités de la France reste une valeur progressiste majeure."

Belle anticipation que cette mise en première place du thème de la laïcité. Nous ne le disons pas pour flatter le groupe politique en question (nommé Gauche 92) car les résultats électoraux restent la seule jauge capable d'analyser une telle expérience et ils furent limités (2% sur le département). Par contre une imposante foule manifesta à Paris le 16 janvier 1994 pour défendre la laïcité mise en cause par le gouvernement et voilà ce qui nous impose ce petit retour en arrière.

Dans son programme de 93, le RPR attira l'attention sur l'école en ces termes :

"Rendre à l'école primaire sa mission. Pourquoi ? Plus de 50% des enfants qui entrent en classe de 6ème ne maîtrisent pas la lecture. Par la suite, trop de lycéens, voire d'étudiants, ne manient pas le français ou le calcul avec aisance et ne disposent pas de repères historiques ou géographiques leur

permettant de comprendre le monde. Déstabilisée par des réformes incessantes, l'école ne remplit plus sa mission première: instruire. Il faut lui en redonner les moyens. Comment ?
Cette remise en ordre passe par :

- La priorité aux enseignements élémentaires : l'apprentissage de la lecture, de l'orthographe, de la grammaire, des mathématiques, l'étude du vocabulaire, l'enseignement des grands moments de l'histoire nationale et des textes littéraires fondamentaux.
- L'amélioration de la formation des maîtres la formation des instituteurs doit trouver sa place au sein de l'université, dans des filières appropriées qui tirent la leçon de l'échec flagrant des I.U.F.M..
- Une réforme du fonctionnement des établissements dans le sens d'un accroissement des responsabilités reconnues aux chefs d'établissement.

Cette réforme de l'école primaire est, par elle-même, peu coûteuse. Elle offrira l'occasion de lutter contre certains gaspillages.

Aucun des trois points (à présent on préfère le trois au cinq) de ce programme ne sera mis en œuvre : les IUFM continueront comme ils étaient ! Par contre la droite victorieuse crut lancer une action en faveur de l'école privée et se trouva fort dépourvue quand la tempête fut déclenchée, d'où son recul.
Du temps de Pastoret, le mot laïcité n'avait pas encore fait fortune même si les combats de cet homme le conduisirent à tenter d'arracher l'éducation aux ecclésiastiques. Le mot vient du Frère

lai, le frère servant qui dans les couvents n'était point destiné aux ordres sacrés (c'était la minute d'érudition !). Ce mot se retrouvera tel quel en anglais et allemand. En français il donnera laïque et en 1871, laïcité (laicità et laicidad en italien et espagnol). Pourquoi en France le mot aura-t-il la fortune que l'on sait ?
Jean-Paul D. invoquait souvent l'effet de balancier propre à son pays : d'un extrême on passait à l'autre. Du pessimisme à l'optimisme et vice-versa. Sans comprendre que l'optimisme de la volonté peut s'allier au pessimisme de l'intelligence suivant la formule que Gramsci aurait reprise au français Romain Rolland[22]. Pour dire non aux écoles des curés, il fallait tordre au maximum la barre dans l'autre sens et alors le radicalisme trouva en ce moyen l'instrument de son originalité. Longtemps des écoles publiques furent entre les mains de religieux (surtout pour les filles) donc il ne faut pas confondre école publique et laïque. Le combat contre la religion allant jusqu'à ce qu'à la loi de "séparation des églises et de l'Etat" : elle fit de la laïcité non seulement une question scolaire mais une philosophie politique pour donner toute sa noblesse à l'ambition radicale. Pas de demi-mesure.

La maladie présente de la France éclata aussi sur ce dossier : la défense de la laïcité ne fut en 94 qu'une

[22] Il est étrange de constater qu'à ce jour aucun lecteur de Romain Rolland n'ait cherché à vérifier la présence de la formule dans son œuvre.

bataille de la nostalgie, pas celle d'une invention (contrairement à l'œuvre radicale des années 1870-1910). En prenant la laïcité sous l'angle scolaire, la révolte de la gauche en réduisit l'originalité, et se contentant de s'opposer à la loi Falloux, elle réussit le paradoxe de mobiliser la foule sur une loi à l'origine anti-laïque. Pour dire le terrain perdu par la gauche depuis 1850 !

Le temps d'un printemps quelques politiques se jetèrent sur le mot laïcité et au risque de fatiguer le lecteur relevons un type de discours parmi les "meilleurs".
-La laïcité, c'est la neutralité de l'Etat et en particulier de l'enseignement, c'est aussi le respect de la liberté de croyance et notamment de la liberté religieuse. Mais ce n'est pas que cela, c'est encore la formation des jeunes citoyens à l'esprit critique, l'apprentissage de la tolérance et c'est une valeur qui, à nos yeux, a vocation à devenir universelle. On a pu dire que la laïcité était une "éthique de la diversité-, c'est aussi notre conviction."

Notre Franc-tireur toujours en quête de chasses mal gardées aurait aimé s'aventurer sur des terrains plus giboyeux. Par exemple. il pensa publier un article sur la télé laïque. En partant de l'observation qu'en 1994 la télé correspond au pouvoir de l'école en 1984, le combat laïque n'a-t-il pas à se déplacer ? Le seul combat au sujet de la télé fut celui des occitanistes qui dans certains cas ont obtenu après 1981, quelques émissions. La gauche libéra les ondes, du

pouvoir qu'y exerçait la politique, mais pour laisser qui, à la place ? Une télé laïque devrait consacrer une part d'antenne notable à la vie associative, au débat d'idées, mais pour cela qui peut dépenser l'argent du temps d'antenne à des choses si futiles ? En aucun cas, les intérêts privés : ils ne peuvent produire qu'une télé privée d'intérêts. Sauf à les contraindre à certaines règles ! Quelle place alors pour la télé publique ? Elle peut facilement suivre les mœurs communes car la télé privée ne fait que mettre en image ce que la société de consommation "stimule" : à savoir la consommation comme remède à l'impuissance.

Les Frères des Ecoles Chrétiennes pensèrent se servir de l'école pour remettre des protestants sur le droit chemin. L'école leur joua un mauvais tour en servant les lumières.

La télé peut-elle échapper au pouvoir des prêtres cathodiques qui la manipulent aujourd'hui ? Plus difficilement que l'école car son pouvoir est le plus centraliste qui soit et le prétexte technologique laisse le citoyen seul face à l'écran. Le camescope peut-il servir d'instrument de la télé laïque comme la micro-informatique rendit aux citoyens un pouvoir qu'IBM aurait voulu contrôler ? L'objectif d'une télé laïque serait une recherche concrète qui en répétant l'histoire nous la redonnerait au présent avec les thèmes suivants : rapports privé/public, religion/ création, Etat/citoyens. etc... ?

Pendant l'été 1994, suite au Festival de Saint-Antonin[23] Jean-Paul D. découvrit enfin, dans cette cité, le dernier film de Nanni Moretti qu'il aima aussitôt. Une réplique entendue dans le film attira son attention. Elle fut mentionnée dans les réponses du réalisateur aux questions de plusieurs journalistes. Le Franc-tireur s'y retrouva si bien qu'il en fit une étude que nous reproduisons pour ébahir le lecteur.

Voici la scène : à un moment, l'homme qui se promène avec sa modeste Vespa, s'arrête à un feu rouge, descend et d'un air décidé s'avance vers un automobiliste au volant de son cabriolet décapoté pour l'interpeller énergiquement. Ses propos suscitent comme seule réaction le démarrage de la voiture dès que le feu passe au vert. L'homme avait affirmé sa place aux côtés des minorités, et dans ce cas la minorité contient : les amoureux de la vespa, les lecteurs des poètes, les bienheureux qui restent à Rome en Juillet, les danseurs latins, les courageux qui disent leurs pensées.

Notes sur le premier entretien : L'actualité italienne qui révèle le succès de Berlusconi confirme Moretti dans son propos : oui, il est "avec peu de gens" mais attention n'oublions pas le pluralisme des minorités.

---

[23] Jean-Paul D. y parla un brin d'un homme du XIXème siècle. A cause d'une chanson. La chanson constitue le premier des arts de la répétition.

Question du journaliste : Vous dites que vous serez toujours avec très peu de gens. Réponse : C'est une pensée un peu limite, celle-là, un peu dangereuse ! Mais après ce qui vient d'arriver en Italie [victoire de Berlusconi], c'est malheureusement d'actualité, il faut se faire à l'idée de n'être en accord qu'avec une minorité de gens. C'est une question de sensibilité, de peau. Mais, attention, cette minorité est composée de gens très différents !

Notes sur le 2ème entretien : il confirme l'embarras sans attendre la question. Moretti : Dans *Caro Diario*, [titre du film : Journal intime en français] je dis à un automobiliste que je me sentirais à l'aise avec toujours moins de gens ; quand le film est sorti j'étais un peu embarrassé par cette réplique, mais je pense que dans un mois je serai très content d'avoir fait cette scène.

Notes sur le 3ème entretien : cette fois il va plus loin en suscitant une question. Moretti : Dans le premier chapitre, il y a seulement de la joie dans ces déplacements, même si à l'intérieur de cette partie du film je dis des choses qui peuvent provoquer un malaise chez ceux qui les écoutent ou chez celui qui les prononce, par exemple lorsque je déclare à l'automobiliste arrêté à un feu rouge : "je me trouverai toujours à l'aise avec les minorités".
Et le questionneur français en déduit aussitôt une affirmation sans nuance : "Vous vous sentez donc du côté des minorités."

Moretti : Non, selon moi "être du côté des minorités" est un peu autre chose. On dirait que c'est la même phrase, cependant cela résonne comme une déclaration de principe idéologique. Dire : "Moi, je serai toujours du côté des minorités" veut dire "moi, je défendrai toujours les minorités contre le pouvoir". Au contraire, dire: "Je me trouverai toujours à l'aise avec les minorités" est une chose un peu différente. C'est une attitude non idéologique mais instinctive, une attitude plus personnelle, moins idéologique, je ne sais pas si c'est pour autant une attitude moins politique. En tout cas, ce n'est pas une déclaration de principe, mais une indication de fait, la constatation d'un fait.

Voilà pour nous, un très très beau travail de constat de la part de Moretti, même s'il dénote quelques hésitations. Les minorités ont fait autant de conneries que les pouvoirs en place. Etre minoritaire ne peut figurer parmi les titres de gloire, pas plus que celle de Président de la République. Par son cinéma. Moretti ne s'adresse pas aux minoritaires mais aux citoyens les plus divers. tout en faisant un cinéma ... minoritaire.

Se placer dans le camp des minoritaires c'est rechercher un nouveau confort, une revanche contre ceux qui vous excluent des lieux de reconnaissance sociale. Comme l'enfant qui se fait gronder parce qu'il refuse sa soupe et qui se console en se disant qu'il appartient à la grande famille des fortes têtes. S'il n'aime pas la soupe, qu'il n'en fasse pas le

prétexte d'un grand principe ! Bien sûr, le raisonnement inverse existe puisque je suis une forte tête, je vais refuser ce qu'on me propose. Dans les deux cas, la position minoritaire devient un podium pour narguer les podiums des pouvoirs en place, en bref un podium parmi les podiums...

Etre minoritaire, c'est aussi être minoritaire parmi les minoritaires ... afin de dévoiler une démarche que l'on place parmi les autres démarches et non pas au-dessus (par fanfaronnade) ou au-dessous (par fausse modestie). N'oublions pas que Moretti a accepté de faire l'acteur, le réalisateur, le producteur et même le diffuseur de cinéma. Naturellement, sa maison de production (la Sacher) et son cinéma romain servent bien d'autres personnes que Moretti. Son action dénonce sans détour une habitude tristement minoritaire : celle des lamentations. A la place, il faut agir et pour agir contre les forces dominantes (los Poderosos) nous avons besoin d'une conception de la minorité. Jean-Paul D. a donné un nom à cette conception : Nanni Moretti[24].

Au cinéma, les Conseilleurs de l'Impossible s'appellent aujourd'hui : Franco Zeffirelli. On peut se consoler en pensant que, même pour servir los

[24] Si parmi les sociologues, nous appartenons nous-mêmes à une minorité, elle reste le fruit involontaire de notre incompétence et non pas la marque du snobisme que nous décelons chez l'instit que nous analysons.

Poderosos, il faut avoir séjourné un temps, dans les mouvements minoritaires !

A la rentrée 1994 le pompon du manège éducation s'appela : "les études dirigées". Tout le monde ne connaissant pas la manie du pompon-éducation, il nous faut préciser la nature de ce jeu : à la rentrée, le ministère, pour occuper le devant de la scène, lance toujours des mesures nouvelles dans le domaine du sport, des rythmes etc... et en 1994 ce furent les devoirs à la maison qui firent la Une. Parce que depuis longtemps les consignes officielles interdisent les devoirs à la maison, les autorités se décidèrent enfin à faire appliquer la loi : les devoirs allaient être remplacés par des études dirigées incluses dans le temps scolaire et conçues pour inciter l'enfant à travailler seul, l'instituteur pouvant aider à recoller à la demande. Quel sac de nœuds ! D'une part c'était réouvrir la polémique sur les devoirs à la maison : en donner ou pas ? En donner c'est favoriser les gamins de milieux favorisés disent les uns, ne pas en donner c'est laisser croire que seul le travail en classe suffit, répondent les autres. Et quel rapport entre les devoirs et les leçons ? Le devoir écrit est condamné, mais la leçon à étudier par cœur garde toute sa raison d'être. Ouf, les poésies ne seront pas à étudier en classe. Où caser les études dirigés dans l'horaire ? Et que dire des cahiers de devoirs achetés dans le commerce pendant les vacances ? Quel temps perdu sur les manèges ! A moins qu'il nous faille rester enfant !

Tous les enfants n'usent pas des manèges. Certains meurent avant l'heure dans les champs du Nigeria et d'autres deviennent adultes avant l'âge dans les rues de Lima. Ils sont aussi nos enfants. Quant aux instituteurs, l'un d'eux, âgé de 45 ans, vient de mourir à Bogota, le 25 mars 1996, tué par une balle en caoutchouc tirée par la police contre une manifestation démocratique. Merde, et si un jour nous nous révoltions ! Si comme le croit le Franc-Tireur nous sommes le fils des circonstances que devient la liberté ? Il prétend que la liberté n'a jamais permis à personne d'échapper à sa naissance mais qu'au contraire elle permet d'assumer les circonstances (donc sa naissance aussi) afin de les mieux maitriser pour les dépasser. Les Colombiens font et feront une révolution bolivienne au fur et à mesure qu'ils pourront maîtriser leur histoire, contre le pouvoir des Poderosos qui ne voudraient en face que des individus si prétentieux qu'ils s'imagineraient fils de leurs œuvres !

VI - 1995

"Comme toute mise en œuvre d'une conscience critique tournée vers l'extérieur, être à l'avant-garde ne signifie pas prétendre détenir la vérité, mais ne plus se raconter de mensonges les uns aux autres."

Il faudra bien qu'il finisse par se taire. Il faudra bien que le silence entoure son impuissance. Il faudra bien que la vie l'épuise sous la pression conjuguée des Conseilleurs de l'Impossible et des Amoureux de la nouveauté. Nous ne sommes pas là pour juger Jean-Paul D. mais simplement pour l'observer, suivant les règles inopérantes du travail de constat. Pour le moment, débitant son propos au rythme fou d'un TGV, Jean-Paul D. s'adresse à quelques instits et de rares profs rassemblés par un syndicat (le SNUipp) dans la salle de la base des loisirs de Saint-Sardos. Les organisateurs lui ont demandé d'évoquer en quelques minutes l'école publique en milieu rural. Il commence par convoquer l'instit de la littérature sans que personne ne comprenne bien ce détour.

Pourtant tous les instits des romans sont des instits de la campagne ! Même chez Isabel Allende dans *d'Amour et d'ombre*, la seule mention de l'institutrice se fait en ces termes : «*avec ce pantalon*

froissé et ses cheveux en queue-de-cheval, elle avait l'air d'une institutrice rurale.» Etrange non ? Qu'ils soient célébrés ou haïs, tous vivent dans des villages comme si l'instit des villes ressemblait à une figure anachronique.

Pour appuyer son propos, l'intervenant montre la couverture rouge du *Maître d'école* de Pierre Gamarra et celle plus classique de *Instituteur de Vigevano* de Lucio Mastronardi, roman publié aux Editions Quai Voltaire[25]. A Vigevano, Pierangela qui sortait de l'hôpital psychiatrique, vient de brûler vive sur le divan où elle tomba une cigarette.

Puis il se retient d'en dire davantage, indiquant seulement qu'à *Clochemerle*, en 1922, les instits de l'école n'en étaient pas à piquer les élèves de l'école d'à côté, pour sauver leur classe, pratique fréquente en 1995 et rappelée par quelqu'un durant les débats du matin (la "guerre" ancienne opposait le public et le confessionnel).

Il garde pour lui le cas de l'instit que Pierre Michon présenta en 1995 dans *la Grande Beune*. Non que le cas infirme son propos - d'entrée l'instit arrive dans son premier poste reculé au fond de la Dordogne - mais il ne voulait pas entrer dans les détails (peut-être pour jouer les Grands hommes).

---

[25] Cette maison d'édition fut-elle un projet fou ? La revue littéraire liée a la maison nous manque.

En préparant cette intervention. Jean-Paul D. découvrit l'origine du mot *Clochemerle* : un titre de roman ! Y-a-t-il meilleur sort pour un titre de roman que de passer dans le langage courant ? En 1934, en publiant la chronique de l'année 1922 du village de Clochemerle, Gabriel Chevallier ne pouvait faire autrement que de commencer par un dialogue entre le maire et l'instit. Son roman, méprisant pour le petit monde du village, évoque un instit minable. Ernest Tafardel, jouet des stratagèmes d'un maire qui, en guise de carotte, lui présente les promesse des palmes académiques puis de la légion d'honneur. Pour une fois, l'événement national ne se produira pas à Paris mais à Clochemerle. Un ministre français interrompra une négociation internationale à cause d'une histoire de fesses clochemerlesque devenant après des mois d'indifférence, une affaire d'Etat. Plus que la vie du village, le romancier critique surtout le monde politique qui n'a pas su empêcher la Grande Guerre et continue de vivre de broutilles.
L'instit trouve sa place dans deux mondes : le monde généreux des républicains défenseurs du peuple, le monde idiot des insensés qui veulent le bonheur du peuple contre lui.
A Ernest Tafardel, aussi nul que l'instituteur Antoine Monbelli de Vigevano, s'oppose Simon Sermet, l'instit modèle présenté par Pierre Gamarra : *"L'instit donne sa vie pour bien faire son métier"*.

Plusieurs auditeurs connaissaient bien Pierre Gamarra, un poète résidant parfois à quelques kilomètres de Saint-Sardos et dont le roman se

déroule dans le midi toulousain. Jean-Paul D. aurait dû développer le cas de ce maitre d'école exemplaire mais, encore une fois, il passa à la suite juste quand il ne fallait pas ! A se demander si, sur les routes, il s'arrêtait au feu vert !

Il livre maintenant quelques chiffres sur les instits du Tarn et Garonne, chiffres qu'il traite avec désinvolture car il en a donné la photocopie à chaque participant, démarche offrant plus de liberté à son propos, et un temps d'avance à ses interlocuteurs (la lecture se faisant plus rapidement que le discours oral, elle peut précéder l'audition). A l'heure du multimédia, il s'étonne de n'avoir jamais vu pratiquer cette association complémentaire de l'écrit et de la parole.
S'il avait ralenti, le TGV parlant se serait attardé sur son tableau chiffré pour y découvrir que la République bénéficia surtout aux institutrices. Entre 1871 et 1891 les hommes instits augmentent de 221 à 282 et les femmes de 90 à 213. En 1911, les institutrices deviendront définitivement plus nombreuses que les instituteurs.
Au cours du XIX ème siècle, le nombre total d'instits a stagné jusqu'en 1850, et a progressé d'environ 100 personnes tous les dix ans, à partir de 1861. Dès 1891 les institutrices épousent à 50%, des instituteurs.

Après la littérature et les chiffres, le Franc-Tireur de service prétend en arriver au cœur de son discours (un discours qui avait du cœur !) en précisant que les

idées défendues sont extraites d'un travail à paraître: *Tant qu'il y a eu des instits !*

Comme s'il avait su par avance le contenu de l'étude que vous lisez, il décortique deux données concernant le titre évoqué. A parler d'éducation on parle des enfants, et dès qu'on parle des enfants (on écrivait enfan pendant la révolution) surgit la formule sacrée : "de mon temps ...". Combien sont-ils ceux qui pensent que depuis toujours le niveau scolaire des enfants baisse ? Quel adulte laisse la place aux jeunes avec joie? En conséquence évoquer la mort des instits pourrait servir à évoquer le bon vieux temps or tel n'est pas l'objectif. Ce titre n'a rien de nostalgique et n'a rien d'une formule exagérée. Il signifie qu'en 1995 les derniers instits sont les vestiges d'un passé révolu.
Si, en 1900, quelqu'un avait dit : "Tant qu'il y a eu des diligences !" il aurait eu raison : la survie de la diligence étant impossible, il ne servait à rien de tenter d'en améliorer les suspensions. A la manière des psychanalystes évoquant le travail de deuil, Jean-Paul D. eut envie de mentionner un "travail de constat". Voir la réalité en face demande l'effort le plus fou qui soit, d'autant que les instits acceptèrent rarement ce défi. Un constat ne peut se réduire à un inventaire "objectif" : il y faut une prise de position et celle de l'intervenant était claire, l'instit avait signé son arrêt de mort en acceptant en 1990 de se jeter dans le corps des professeurs des écoles. Une position d'autant plus claire qu'il savait que son point de vue resterait minoritaire dans la discussion.

Généralement, le ton policé de l'écrit déteint sur la parole jusqu'à lui faire perdre les jurons, mais tout en restant courtois, l'orateur bouscula presque sans gène des conforts établis. Il parlait sans lire considérant que ce qu'il oublierait, méritait l'oubli. Pour suivre un tel récit rien de mieux que la chronologie.

Le décès du "principe instit" fit suite à une longue agonie commencée en 1962, en même temps que les violentes manifestations paysannes de sa jeunesse[26]. En remplacement des C.E.G. (Collège d'Enseignement Général), De Gaulle créa les C.E.S. (Collège d'Enseignement Secondaire), des collèges où l'accès général, après la classe de CM2 entrainait la fermeture de deux années d'école primaire dites "Fin d'études". Cette expression de "fin d'études" disait nettement une conception de l'école : après elle, étudier n'avait plus de sens ! Alors que la vie toute entière restera toujours une grande école ! Les instits perdaient deux classes d'âge contre la promotion de certains d'entre eux vers les collèges, avec la création des PEGC. Suite à leur puissance des années 50, la régression des instits était en marche dès 1962 et l'ouverture massive des maternelles ne pouvait que les complaire dans le domaine des petits.
Puis, à terme, avec les années 90, tous les enseignants vont devenir des profs !

---

[26] Fils de paysan. Jean-Paul D. découvrit sous un parapluie montalbanais, une parole paysanne qui le marqua définitivement : "le bonheur est dans le pré".

Comme dernier cadeau de consolation, on nomma les nouveaux centres de formation des Instituts de Formation des Maîtres plutôt que des Instituts de Formation des Enseignants ou des Profs.

Cette brève présentation de presque 50 ans d'histoire ne pouvait satisfaire le public présent qui préférait garder pour les conversations privées les oppositions prof/instit, car, en public, syndicalisme oblige, l'unité entre les deux corps d'enseignants était privilégiée. Et pourtant !

Afin de marquer la différence entre les deux statuts, ajoutons des données chiffrées liées à la politique. En 1981 la chambre des députés comprend beaucoup d'enseignants mais les seuls instits sont à gauche avec une nette différence entre PCF et PS. Au PCF les instits rassemblent 18% sur les 28% d'enseignants. Au PS les chiffres sont respectivement : 4,9% sur un total de 43% d'enseignants.
A droite, à défaut d'instits, l'UDF a 8.6% de profs et le RPR 3,7%.
La forte influence du PCF chez les instits ne trouve pas sa traduction syndicale puisque le SNI-PEGC se situait plutôt dans la mouvance PS alors que chez les profs le SNES, avait l'oreille du PCF.
Qui a dit qu'en choisissant Unité et Action (tendance tournée vers le PCF) les profs auraient surtout voulu se différencier des instits où la tendance UID faisait la loi ?

Dans cette différenciation profs/instits peut-on retrouver la différence entre le docteur généraliste et le chirurgien spécialiste ?
Absolument pas mais c'est un autre débat.

Puisque l'Institut forme des maîtres que dire du mot "maitre", maestro, magister, qui devient en anglais et allemand *teacher* et *lehrer* que nous pourrions traduire par les "appreneurs" terme correspondant à l'efficacité technique de ces deux langues. Avec le "Maitre", le savoir s'inscrit dans une hiérarchie. Le maitre français prend l'enfant en bas et "l'élève". Parmi les latins, les français se retrouvent avec *l'allievo* italien (allevare veut dire élever et aussi engraisser). Le *maestro* espagnol éclaire les écoliers, il allume los *alumnos*, terme des lumières largement usé par les philosophes contemporains de Pastoret. Le *teacher* anglais a des *pupil* c'est-à-dire des pupilles donc des mineurs qui ont besoin d'une autorité. Les allemands se contentent du mot écolier *schüler* et ils ont bien raison. En occitan on a lo *regen*t un mot qu'on retrouve dans le vieux français et comme partout on a lo *professor*. Une belle formule : *la vida es una escola* dit que la vie est un lieu d'apprentissage.

Du mot maitre, passons au mot culture. Jean Cazalbou conteste l'analogie saugrenue qui fait du mot culture un mot qui s'applique autant à l'intelligence qu'aux champs. Et il ajoute :

> *« Alors sans autre forme de procès nous avons souvent assimilé l'élève au végétal et le tour a*

été joué qui pivotait unilatéralement du sujet (le maitre-cultivateur) à l'objet passif (l'élève-végétal). L'agrégé agronome. Un agronome qui d'ailleurs a parfois traité la plante non comme une fleur réclamant tel terroir, telle exposition, mais comme une quille plantée parmi les autres sur un sol en terre battue. Enfin, bref nous avons peu ou prou cultivé ce végétal au lieu de lui apprendre à se cultiver. L'analogique a fait perdre la logique. Le cultivateur produit. L'éducateur élève. Il considère la démarche de l'esprit pour acquérir, comme plus importante que l'acquisition elle-même."

S'il arrive à des éducateurs de cultiver des quilles, qui peut croire que cette ânerie arrive à des cultivateurs ? L'analogie n'a rien de saugrenue et Jean-Paul D. qui ne s'étonne pas que les québécois n'aient ni le mot "instituteur" ni le mot "jacquerie" va y revenir.
En gardant le mot maitre pour les Instituts de Formation des ... professeurs ou des enseignants, les Français[27] prouvent leur sens des savants dosages. Le mot «instituteur» va durer sans doute encore plusieurs décennies mais d'ici l'an 2000, même le terme "syndicat des instituteurs" n'existera plus. En créant le "Syndicat des Enseignants" en remplacement du vieux SNI, les majoritaires dans la profession ont été paradoxalement les premiers à

[27] Nous .partons ici du principe que les autorités françaises représentent "l'esprit" français. N'est-ce pas ça, une démocratie ?

prendre les devants. Les minoritaires ont été obligés d'inventer le Syndicat Unitaire des Instituteurs Professeurs des Ecoles et PEGC soit un sigle difficile.

Après tant de préalables, Jean-Paul D. balance enfin sa conclusion : les instits se constituèrent à partir d'une image sociale, celle du petit paysan propriétaire. Ce modèle social, typique de la France agricole, et en France, typique du Sud-Ouest paysan, marqua l'ensemble de la vie économique du pays, petit artisan et petit commerçant inclus. Ce résultat considérable produit par la Révolution Française, d'où la présence de François Pastoret dans ce livre, poussera les paysans à voter Napoléon Bonaparte à la présidentielle de 1848. A la place de l'agriculture classique en grandes propriétés, la France se morcela et constitua une agriculture d'autoconsommation qui supportera les reproches des "modernistes" de tous les âges (encore Attali le 7-3-96 dans *le Monde: "La France est particulièrement mal préparée à cet avenir. C'est une nation paysanne et étatique (étatique parce que paysanne) »*
Ah ! ces paysans emmerdeurs ! La grande plaine de la Beauce deviendra l'exception qui confirme la règle. Si cet éparpillement retarda l'industrialisation, il avança la démocratisation. En 1848, les démocrates des villes françaises qui luttèrent pour le suffrage universel, ne heurtèrent pas, après vérification, les notables des campagnes qui y sentaient la consolidation de leur pouvoir (un premier consensus étrange). En décembre 1851, quand des milliers de paysans prirent les armes pour défendre la

République, transformant pour la première fois une jacquerie en révolte éminemment politique, le suffrage universel ne pouvait plus être éliminé. A cette précoce victoire du suffrage universel masculin, s'associa un immense retard quant au droit de vote des femmes. Dans les campagnes françaises, le statut même de la petite propriété fit de la femme une aide précieuse dans le travail, alors que dans d'autres pays, elle resta entre les quatre murs de sa maison. En conséquence, les conditions économiques qui obligent la femme à travailler, l'incitent à y puiser une volonté émancipatrice que le paysan ne pouvait nier au travail, mais qu'il lui fit payer cher par une grossière exploitation et un maintien hors de la politique. Sur cette lancée, les hommes politiques de gauche désignèrent les femmes comme inféodées aux curés et donc peu propices à aider la République par des votes.

Consensus inverse à celui de 1848 : les politiciens de droite préféraient laisser les femmes sur la marge plutôt que d'aller chercher d'hypothétiques suffrages. Bref, la République Française s'installa définitivement le jour où Jules Ferry comprit qu'il fallait en faire une République paysanne[28], c'est-à-dire une république échappant au modèle citadin qui avait fait les premières heures de la gauche, pour le modèle paysan qu'elle récupéra par le radicalisme. Sans l'appui paysan, jamais la France n'aurait accédé à la République par voie électorale, et sans l'instauration

[28] Cette formule historique n'a-t-elle pas été oubliée, dans les livres d'histoire ? Peut-être ne méritait-elle pas cette place ?

du statut national des instituteurs elle se serait mal enracinée.

A parler, Jean-Paul D. n'évoqua que schématiquement ce que l'écriture peut ici développer. Entre la parole et l'écriture surgit tout le schisme qui existe entre autorité et liberté : la parole est un pouvoir que l'on impose à celui qui écoute tandis qu'un écrit laisse au lecteur toute latitude (il peut aller boire un coup entre les lignes). S'il avait son mot à dire dans ce livre, le Franc-tireur s'insurgerait en rappelant qu'on peut interrompre l'orateur, l'écouter d'une oreille, se lever et aller aux toilettes etc... La parole peut dégénérer en bavardages comme les écrits en verbiages. Il dirait : *"La naïveté aura toujours de beaux jours devant elle ... et c'est tant mieux ou tant pis, ça dépend des cas"*.
Tout au long de la période allant de 1830 à 1880 et qui vit l'installation des instituteurs dans les villages, la référence à la campagne suivit de multiples évidences. Après 1881, le phénomène prendra encore de l'ampleur grâce à l'apparition des institutrices. En 1881, la France a 74.000 écoles et 120.000 instits donc moins de deux enseignants par école (une petite école, fille de la petite propriété).
Architecturalement, nous avons : une mairie avec d'un côté l'école des filles et de l'autre l'école des garçons puis au premier étage, l'appartement du couple d'instit. Le couple d'instit suit le modèle du couple paysan jusque dans le fonctionnement : l'institutrice s'occupe des petits (la basse-cour) et les instituteurs des grands (les grandes cultures) (par

son faible salaire, l'instit a besoin de celui de sa femme pour vivre). Le droit au logement permettait l'enracinement du couple qui, assez souvent, passait sa vie dans la même commune (sa propriété). Le recrutement 50% d'hommes, 50% de femmes indiquait clairement le souhait des autorités. Le système Jules Ferry doit se lire comme un ensemble social où l'instit ne se réduit pas au pédagogue, à l'homme qui fait sa classe, or aujourd'hui, l'espoir de l'instit est de faire sa classe puis de mettre les voiles pour abriter sa vie privée ailleurs.

Avant même les lois laïques, vers 1865, on avait doté le système de fondations à toute épreuve : l'épreuve du certificat d'études. Instrument d'une sélection impitoyable (tous ceux qui arrivaient en Fin d'études ne pouvaient même pas être candidats), identique à la sélection pratiquée depuis les origines de l'agriculture, afin d'améliorer les variétés. Il sera toute une cérémonie. A la saison des récoltes[29] le couple d'instit éleveur d'une génération d'enfants se trouvait sanctionné au chef-lieu de canton : le nombre de reçus au certificat était considéré tout autant comme le résultat des enfants que comme celui des enseignants. Comme le dit si bien Pierre Gamarra :

> *«Le maitre d'école restait le maître d'école même quand il descendait de son estrade,*

[29] Les récoltes peuvent souffrir de la grêle, de la gelée ou de la tempête. Les écoles aussi quand un enfant souffre de douleurs terribles

même quand il retrouvait son logis (..). Sa classe, il ne la faisait pas seulement derrière sa table d'instituteur mais dans la salle de mairie, sur la place et à l'auberge. »

Comme dans les autres cas, cette évidence avait sa traduction statutaire : le rôle de secrétaire de mairie confié très souvent à l'instit, rôle économique et indirectement pédagogique.

Dans la discussion, qui suivra l'intervention du TGV parlant, quelqu'un rappellera que cette école de la République fut une école "colonisatrice" puisqu'elle apporta aux petits paysans une culture qui leur était extérieure (donc, sous-entendu, elle a été peu créée à partir du modèle paysan). Dans *Bogres d'ases* Aimat Serre retient le même argument :

« Veguère la mestresse un jorn : ma maire li parlava francés ; éra lo signe per ieu quéra de la nauta e que devia aver des sous "[30]

Aimat Serre consacre son livre à dénoncer cette école destructrice de l'occitan, une école aux côtés des riches et des bourgeois, une école qui voulait installer un petit Paris dans chaque village. Bien sûr, inutile de contester la lutte contre les patois, entreprise par les instituteurs, et encore plus par les institutrices dont les bambins débarquaient dans les classes avec comme seul bagage, le dialecte. Mais n'oublions pas que l'instituteur agissait en connivence profonde

[30] « Un jour j'ai vu la maîtresse : ma mère lui parlait français ; c'était le signe pour moi qu'elle état de la haute, qu'elle avait des sous. »

avec la société et en particulier la société progressiste. N'oublions pas que le petit paysan est totalement d'accord avec cette instauration autoritaire du français, car il souhaite, à juste raison, la promotion de ses enfants. Ce drame ne vient pas de l'instit mais d'une société française qui ne conçoit sa force nationale qu'à travers la constitution d'une seule langue, conception qui fabrique l'instit et que l'instit répercute. Le soutien apporté à l'enseignant par les parents reste le plus souvent sans faille. Inversement, dans le monde des écoles catholiques, le dialecte sera chouchouté pour coller au terrain, pour enfermer le paysan dans son cercle. Le drame du pays ne se situe pas dans une école qui apporte une culture différente aux petits paysans, mais dans le fait que cet apport se fait dans des formes injustes.

L'école constitue l'arme de la citoyenneté, citoyenneté qui n'avait pas à se constituer en rupture avec les cultures populaires. Entre ceux qui honorent la culture savante et ceux qui sanctifient les cultures populaires, il fallait trouver une voie plus créatrice où la culture devenait la confrontation permanente entre langue et dialecte, entre élite et peuple (une créaCtion).

La République décida que pour former une élite, il fallait ridiculiser le peuple, et la démocratie permettait de le faire avec son consentement ! Parce que les progressistes se coulèrent dans ce moule, il ne faut pas négliger l'avancée démocratique permise contre des adversaires religieux acharnés.

L'inadmissible se trouve chez les progressistes d'aujourd'hui qui, refusant de tirer les leçons de

l'histoire, n'admettent toujours pas qu'il faut sortir de manière urgente d'une voie erronée, celle du tout ou rien, un tout qui exclut le rien. Une langue française serait née plus riche avec les dialectes. Pour sortir des impasses, il appartient aux derniers instits de bousculer la culture professorale (celle de la culture savante) et la culture de l'école dite privée (celle populiste) afin de prévenir les dangers qui guettent la France à savoir un tarissement général de la culture. Ils trouveront des armes et des munitions chez... des instits qui n'acceptèrent pas le système (on ne compte plus ceux qui défendirent la langue occitane et furent au cœur de son renouveau).
Espérons que ce livre les aidera. Une fois encore, entre l'école libératrice et l'école colonisatrice, le sens critique français joue un drôle de balancier. Les deux positions se rejoignent en plaçant l'école hors du monde social ! Elles constatent (car en effet il y a eu libération et colonisation) mais ne travaillent pas ce constat. Il ne suffit pas de démonter les pièces du moteur il faut aussi les remonter pour noter comment elles s'emboîtent et fonctionnent.
Il ne faut pas considérer l'école comme seule école du pouvoir car cela a le défaut majeur de masquer une part d'intervention populaire sur son fonctionnement et son développement. L'école française a trop été au cœur de toutes les luttes pour ne révéler que les luttes strictement scolaires.

Après la remarque du participant sur "l'école colonisatrice", Jean-Paul D. note que le modèle Jules Ferry rapproche sur un point l'instit du prof : la

rémunération. A partir du moment où l'Etat prend en charge le salaire qui n'est plus l'addition d'un revenu communal et du versement des parents, le corps devient national et établit un lien encore plus direct entre République et Education. Toute la révolution de la République tient à ce choix audacieux et anticipateur qui permettra d'ailleurs de payer les femmes au même tarif que les hommes dès 1919 (grâce à des luttes syndicales fortes en particulier des instits parisiens de "L'Emancipation" qui dès 1905 sont majoritaires au Conseil départemental de la Seine et qui appuie fortement cette revendication égalitaire). Un miracle, ce rapprochement ? Cette entrée dans le corps national n'éloigne pas pour autant l'instit du modèle paysan. Il reste "attaché" par le mode de recrutement, à un département. Par l'éloignement du patron-payeur, il gagne une indépendance équivalente à celle du paysan accédant à la propriété. La paysannerie a fait des pieds et des mains pour échapper à la tutelle d'un patron tyrannique et gourmand. *Tierra y libertad* a été un slogan anarchiste en Espagne et une volonté concrète en France étant entendu que le petit propriétaire montrera, contrairement à un lieu commun, qu'il n'est allergique ni aux syndicats de paysans ni aux coopératives ni aux autres structures d'entre-aide.

Pour clore cette analyse qui fait de l'instit un paysan savant on peut aussi évoquer la stratégie paysanne d'autonomie. Un paysan de la fin du XIX ème siècle ne fait pas que cultiver (et se cultiver) : il se cuit le pain comme un boulanger, tue son cochon comme le

charcutier, se fait son vin, forge, et n'oublie pas d'être charron ou sabotier à l'occasion (longtemps, il fabriquera les jouets de ses enfants). Cette autonomie donne un instit occupé à tout mais les conséquences des deux polyvalences n'ont rien à voir. L'action paysanne est économique tandis que celle de l'instit ne vient qu'après l'économique (ou avant). Les produits du paysan sont tous monnayables sur le marché (même le sabot occasionnel) : pas l'enfant qui quitte l'école. Autrefois quelques uns allaient sur le marché du travail : la plupart remplaçaient les parents.

Voici une autre question d'un participant qui se manifesta ainsi : quelle part de fils de paysans chez les instits ? Dans son livre «les instituteurs de l'entre-deux-guerres » qui concerne le Rhône, Roger Martin note :

> *"Si l'on recherche les origines sociales de ces enseignants, on constate que dans la période 1914-1939, près de 30% des institutrices et des instituteurs sont issus de familles paysannes, près du tiers sont des filles et fils de petits artisans ou commerçants, un bon tiers ont pour parents des fonctionnaires (essentiellement des instituteurs). Très peu nombreux sont ceux dont les parents travaillent dans l'industrie : moins de 1% en moyenne chez les normaliens du Rhône, entre 1916 et 1927. Les "maitres d'ecole" rhodaniens sont donc issus des couches populaires modestes."*

Pourquoi si peu d'enfants d'ouvriers ? Une couche populaire qui ne serait pas modeste ? La réponse n'est pas que sociologique.
Pour l'essentiel, l'instit finit comme il commence (un plan de carrière limité) tandis que l'esprit ouvrier garde très fort un espoir de promotion. N'oublions pas qu'à ce moment-là, la classe ouvrière monte en puissance tandis que la paysanne commence sa décadence. L'ouvrier devenu contremaître peut accéder au rôle de petit patron, voire de grand patron. Le poste de "maître d'école" appartient alors à la routine et celui du "contremaître" à l'initiative. Dans ces conditions, si l'école pouvait jouer un rôle libérateur politiquement, elle était peu en phase avec l'évolution économique essentiellement industrielle d'où la coupure entre école et entreprise, d'où le lien entre paysannerie et politique. Le fonctionnement de l'école primaire ne fut pas le résultat d'une sociologie particulière des instits, cette sociologie reste seconde par rapport au système, c'est le système qui la constitue. La polyvalence de l'instit rejoint celle du paysan sans que la spécialisation du prof ait à voir avec celle de l'industriel. La question était mécaniste, la pensée industrielle l'est aussi. Ah ! la dialectique de la vie et de la mort[31] !

La mort du paysan propriétaire inscrite dans la révolution scientifique et technique entraîna la mort de l'instit (en août 1990, nous le savons déjà, avec le

[31] Contre le savoir scientifixe (forme moderne du dogme), il faut promouvoir les savoirs issus des mouvements de la vie.

professeur des écoles). Pour l'empêcher, il aurait fallu qu'entre 1950 et 1970 une autre voie soit inventée, comme on inventa l'instit entre 1830 et 1880. Par exemple, les écoles auraient pu subir une transformation leur permettant de garder les enfants jusqu'à 13 ans, et alors une structure de collèges aurait pu les prendre de 13 à 18 ans, éliminant ainsi les lycées. Laissons les hypothèses, elles ne méritent pas la discussion. De Gaulle préféra un "compromis": frapper les instits en arrêtant l'école primaire à 11 ans, ne pas vexer les lycées en leur laissant partout le monopole pour la classe d'âge 15-18 ans, et installer entre les deux, le collège, lieu ou la logique instit s'affrontera à celle des profs, beau moyen pour diviser afin de mieux régner.

Bref, l'instit naquit du paysan comme le prof naquit de l'université, d'où, souvent, des affrontements bien à la française, entre les hommes de la pratique et ceux de la théorie, entre les hommes du métier et ceux de la "culture", entre l'art de faire passer la connaissance et les connaissances de l'art et des sciences, entre la forme et le fond etc... Alors que le fond constitue toujours la forme et inversement ! Mais quel fut le modèle social du prof ? Ce point, comme bien d'autres, le TGV parlant le garda pour lui. Il voulait surtout écouter les réactions à son constat sur les instits car autrefois, il avait trop souffert de discussions portant sur l'avenir sans le moindre souci d'analyses de la réalité, et donc du passé portant cette réalité. D'ailleurs, il avait intitulé son intervention *Sur les ruines d'une histoire*, sans

souci de la reconstruction d'une maison. Il ne fait pas bon s'éterniser dans des ruines et souvent (sauf à Oradour) on préfère les éliminer pour les masquer. Il voulait sans doute remuer le couteau dans la plaie et vérifia soit qu'on ne voulait pas voir la plaie (ma foi, instits et profs d'école s'entendent bien !) soit qu'on voulait la fuir en proposant de porter l'effort sur l'anticipation à laquelle nous sommes confrontés. La question en ce domaine avait toute l'élégance des temps futurs : *"quelles mesures d'accompagnement pour le nouveau corps ?"* mais avant d'y répondre, parlons de la France et de ses plaies.

D'un côté, Pierre Gamarra brosse un tableau parfait de l'instit glorieux dans le cadre d'une démarche progressiste où il faut privilégier l'optimisme, et de l'autre Chevallier qui, avec *Clochemerle*, noircit un tableau au maximum pour salir "le provincialisme", "l'esprit de clocher" et autres tares de la France (tares qui touchent jusqu'à l'Etat). A chacun son camp. En France, on mélange peu les genres : par exemple on produit rarement du beau à partir de la tristesse. Les ruines d'Oradour sauvées grâce à la volonté opiniâtre de quelques villageois (l'esprit français voulait remplacer les ruines par un monument) disent tous les maux que l'Homme suscite (surtout quand on sait que le massacre fut minutieusement programmé) et ces maux, il faudrait les effacer, les oublier[32] car c'est trop triste.

---

[32] Georges Marchais rencontrant Tito après presque trente ans de brouille, lui déclara généreusement : "oublions nos querelles". Et

Pourtant la France aime l'histoire ! En fait elle aimait l'histoire tant qu'elle était celle de son triomphe national ! Maintenant cet amour s'éteint. Or, sans le moindre masochisme, toute plaie peut se représenter artistiquement et Picasso en a donné un exemple avec son *Guernica*. Voir cette peinture ne signifie pas pleurer sur le passé mais trouver dans la plaie, les raisons d'espérer. C'est en pensant au *Tango* que ce livre s'écrit.

Pour des Français (et d'autres aussi), le réel devenant de plus en plus dur, le vocabulaire doit devenir de moins en moins blessant - les nègres deviennent des noirs voire des blacks - et c'est en usant de ce registre que l'intervenante déjà citée, demanda "des mesures d'accompagnement". François Furet vient de dire :

> *«Il n'y a qu'une façon d'entrer dans le XXI ème siècle c'est d'accepter le défi du progrès économique, c'est de vouloir en aménager les effets par la volonté publique.»*

On ne parle que "d'aménager" dans une société qui sans cesse nous oblige à déménager ! L'instit aussi doit "accompagner" les enfants sans les brusquer.

"Aménager l'école" ne peut s'appuyer sur "des écoles innovantes" comme le suggéra une instit pleine de véhémence qui n'accompagnera que des vestiges en mettant des coussins dans la diligence. On n'améliora pas sans fin la lampe à pétrole. Un jour elle devint électrique. Les mesures d'accompagnement supposent un reflexe généreux : comment

---

Tito de répondre : "mais pas du tout, il faut vivre avec !" (citations approximatives)

l'instit devenant prof d'école pourra-t-il garder les avantages précédents ? Mais la générosité ne doit venir qu'à son heure.

Un début de solution ne réside pas dans une réforme des IUFM ; dans l'augmentation des salaires, dans les cycles ou l'enseignement des langues, dans la fin des devoirs à la maison ou le développement du nombre de psychologues, ni dans la réduction du nombre d'écoliers par classe ou la réforme des rythmes. Cette question des rythmes avait été évoquée à Saint-Sardos suite à l'intervention de Jean-Paul D., par une prof dont nous n'avons pu observer les chaussures. Le réflexe reste de chercher les réponses au sein même du corps auquel on appartient, même quand il meurt ! Ne sous-estimons pas, pour les critiquer aussi, ceux qui, de tout temps, décrétèrent que la vérité était hors de l'école. En 1931 des communistes avaient une formule : *« A bas l'école laïque, qui se croit émancipée et émancipatrice. Vive l'émancipation de l'école par la lutte révolutionnaire»*. Discours entendu en 1995. Et les croisements à quoi ça sert, merde ?

Le lendemain du débat, à tête reposée (avec une bûche de genévrier dans sa cheminée). Jean-Paul D. décida de poursuivre l'effort sur lui-même non pour éliminer les contradicteurs mais pour sortir des ruines. Il chercha d'abord l'image sociale du prof. Plus savant que l'instit, il restait en conséquence dans la classe des savants mais avec quelle référence sociale ? Un prêtre (ou un anti-prêtre) de la

connaissance ? Le seul intellectuel à part entière ? Le Franc-Tireur se décida pour l'aristocrate savant. Le modèle aristocratique ne s'est pas appliqué à la seule classe féodale : l'aristocratie ouvrière joua un grand rôle émancipateur. En l'appliquant au prof, Jean-Paul D. pensait rappeler la fonction élitiste de cet enseignant et son origine précoce bien antérieure à l'instit (alors que logiquement, l'instit s'occupant de la base éducative, aurait dû être premier).

Le prof ayant sa source dans le féodalisme, l'instit dans le capitalisme, que peut réserver l'avenir ? Il fallait maintenant avancer quelques pions pour démontrer que l'analyse du passé débouchait sur des propositions d'avenir.

Quel futur économique pour la planète ? Qui se substituera à la classe ouvrière? Pour masquer la production, le lieu de l'exploitation, on veut nous faire croire que le futur appartient à la consommation. Les enfants à l'école se comporteraient déjà comme des consommateurs, ce à quoi Jean-Paul D. préfère répondre : "comme des clients". Les clients sont des consommateurs en puissance, mais en puissance seulement. Contre le modèle consumériste préparons un futur de services. L'évolution technique permet de produire les biens de consommation courante au prix du moindre effort si cette production agricole ou industrielle s'appuie sur un environnement de services adéquats, services de transport en premier lieu puis services d'éducation, services de santé etc.... Ces services semblent conditionnés par

les services de communication qui occupent le centre de l'échiquier. La naissance de la classe ouvrière s'est accompagnée de moqueries vis-à-vis des paysans retardataires et maintenant la montée en puissance des services subit les mêmes moqueries : ils coûtent beaucoup plus qu'ils ne produisent (les industries coûtèrent en effet beaucoup au monde paysan comme le démontre Marx au sujet de l'accumulation capitaliste).

Dans ce contexte économique dominé par "l'information" au sens large[33] le prof de demain à mi-chemin entre le sol du paysan et le toit du bâtisseur, sera-t-il un journaliste savant : un communicateur de la communication ? sera-t-il un agent de liaison mettant en relation (en connexion, il faut dire) les désordres des informations ? sera-t-il une équipe formant un socle solide de références dans la tourmente de l'incompréhension ?

Jean-Paul D. ne cherche pas un modèle social consensuel qui se plierait aux lois dominantes car dans ce cas, il ne chercherait pas longtemps. Le prof serait un formateur c'est-à-dire un metteur en forme de ce qui existe. L'instit aurait été un formateur s'il avait pris pour argent content la culture populaire et s'il avait enseigné seulement de telles données. Il

[33] Devant des dirigeants communistes Jean-Paul D. défendit en 1985 sans succès, la formule de "société informationnelle". Pourtant elle venait d'un dirigeant du PCF ! Pour la première fois il douta de son parti. Il le quitta deux ans après.

joua son rôle en apportant autre chose que des connaissances analysées ou disséquées : il apporta une culture citoyenne qui fonctionna essentiellement en symbiose avec le milieu ambiant ce qui ne signifie pas sans combat avec le curé, parfois avec le maire ou les parents. La symbiose tenait au fait que l'enseignant était de cœur avec les plus démunis même s'il ne pouvait assurer que la promotion de quelques uns d'entre eux.

Après discussion avec Bernard Donnadieu[34] celui-ci évoqua comme modèle dominant celui du marchand, celui de l'enseignant-marchand. Il précise qu'il faut entendre ce marchand non plus comme le marchand traditionnel qui se trouve au carrefour de l'échange. Aujourd'hui, le marchand n'est plus celui qui achète puis qui revend. Dans le modèle de la Grande Surface, le marchand entrepose et le client se sert. Le lien humain disparaît et il ne viendrait à l'idée de personne de dire que les caissières sont des commerçantes (même si leur syndicat est celui des employés du commerce).

Contre ce "constat" du futur dominant qui reste à étudier, le modèle du futur prof progressiste ne pourrait-il pas être, contre l'esprit formateur et marchand, un démocrate savant ?

Dans ce cas, le modèle serait politique, et il s'agit d'un pari dans un monde ou l'économique règne en maître. L'esprit du service qu'il faut appeler de ses vœux associe à égalité l'économique et le politique.

---

[34] Un instit rare parmi les instits puisqu'il vit avec une prof et qu'il devint prof de fac pendant que sa compagne devenait documentaliste.

Comme ce modèle se veut un modèle de combat, quoi de plus beau pour ce prof authentique, que de restaurer le politique ?
L'aspiration à la démocratie se trouve dans le salariat lui-même, devenu la forme majeure du revenu (combien de petits patrons se désignent salariés de leurs entreprises !). A l'inverse du petit paysan, commerçant ou artisan dont les revenus étaient incertains, le salarié fait figure d'actuelle référence dominante qui met tout le monde sur un pied relativement clair puisqu'il est facile de connaître les sources de revenus. Aspirant à la transparence des relations sociales, ce salarié a besoin d'un savoir lui permettant à la fois d'accéder à une masse accrue de connaissances et de transformer les moyens de production de ces connaissances.

Et pourquoi savant, ce démocrate ? Au débat de Saint-Sardos, Jean-Paul D. vérifia combien l'école restait un lieu sacré qui jugeait le monde extérieur comme l'agent de toutes les "méchantés" : une administration parfois inconséquente, des parents idiots, des enseignants en retard etc... Seuls les enfants, sans doute pour leur innocence, gardèrent le beau rôle puisque responsables de rien. Ne sont-ils pas mineurs ! Parfois cependant ils pouvaient être eux aussi des victimes. Contre cette forme de pensée, le démocrate savant sera d'abord savant quand il admettra que le tracé du circuit des connaissances contourne l'école. Pour devenir savant sera-t-il le meilleur guide pour sortir du scolaire ? Devra-t-il avoir les meilleures qualités pour trier l'information

afin d'éclairer les lanternes ? Faut-il en conséquence en revenir aux lumières et à une autre forme de savoir encyclopédique ? Sera-t-il un équivalent du glorieux journaliste qui informe plus qu'il ne forme ?

Aux énervés qui continuent d'opposer connaissances et savoir faire, individu et société, école et pouvoir, répondons que l'avenir appartient à un retour aux arts et métiers donc à la rencontre entre le faire et le savoir, à une prise de conscience que l'individu est lui-même la société et que l'école restera toujours un pouvoir. Il n'y aura plus d'un côté ceux qui écrivent des livres et ceux qui les frappent puis les impriment, mais écrire des livres comprendra les deux actes. Le paysan va continuer de semer tout en pensant mieux à ce qu'il sème. Jean-Philippe Domecq démontre à merveille qu'un prototype de Formule I devient une face de l'art moderne ce qui ne signifie pas qu'il faut réduire toute la sculpture à de tels produits techniques. Le travail sur les mots eux-mêmes (et sur les langues en général) sera un travail fortement "productif" (voir les services de communication). Cette logique inscrite dans l'évolution technique se heurte à l'esprit de "formation" qui incite à ne voir que le bout de la lorgnette pour empêcher le développement de tout esprit de choix, donc de tout esprit démocratique. En conséquence le démocrate savant sera savant par sa propre puissance créaCtrice (puissance combinant action et création). Il refusera le rôle de guide, d'accompagnateur ou d'animateur (même s'il s'agit d'un animateur dénigrant les animateurs de colonie de vacances) car il ne s'agit

pas de concevoir un modèle spectateur du monde qui ouvre les portes de musées interactifs. Il sera savant en son rôle d'acteur voire d'artiste. Il sera démocrate en son rôle de créateur voire d'artiste. Sa référence sera politico-culturelle alors que celle de l'instit était économico-politique.

N'oublions pas que le certificat d'étude, clef de voûte de l'école d'autrefois, ouvrait la porte de carrières professionnelles précises : gendarme, cheminot, facteur ou instituteur (d'où l'acceptation de la sélection car il coule de source que tout le monde ne pouvait devenir fonctionnaire). Inversement, le prof prétendit toujours que sa fonction était uniquement "culturelle", la formation professionnelle se faisant ailleurs. Le prof nouveau, le démocrate-savant, se constituera dans un monde où la conjonction politico-culturelle sera de nature économique. Parce que pour le moment, le monde économique a pris le pouvoir sur le politique et petit à petit sur la culture, on oublie que la culture reste le fondement de l'économie. Les voitures produites aux USA sont pour l'essentiel invendables en France car elles correspondent à une culture particulière où pourtant, l'économisme étant roi, elles devraient être adaptées à l'exportation. A Caracas, au Venezuela, il n'y a même pas un métro. On peut s'en tenir à l'explication économique sauf quand les autorités lancent un référendum avec cette question : "vous voulez une autoroute ou une autoroute du pauvre c'est-a-dire un métro ?". Pour comprendre la question il faut savoir qu'en ce pays d'Amérique Latine, ils n'ont pas un

passé grandiose pour s'y appuyer mais une force économique par le pétrole. Alors ils veulent copier les USA, et la question confirme le "snobisme" des classes dirigeantes. Sur un autre plan, on dit que le tourisme est, ou va devenir, la première "industrie" mondiale : ne se base-t-un pas sur une démarche culturelle même si on peut discuter les divers mérites des cultures en question ? L'économique commande la culture quand il décide que les livres à publier doivent correspondre aux goûts du public potentiel, goûts analysés par sondage. Alors le client est enfermé en lui-même ! Il n'a plus de culture et l'économique deviendra un vaste réseau de canaux d'évacuation. Quel beau sujet de livre en perspective! Un polar de la troisième génération.

Pour accéder à ce monde des services, charpenté non plus sur le pouvoir bancaire, mais sur le pouvoir démocratique, il faut d'abord revaloriser l'image du travailleur de ces secteurs. A l'apparition de l'ouvrier, le monde paysan ridiculisa son rôle car, tout de même, que pouvait-il y avoir de plus important que la nourriture ? Puis le monde ouvrier s'imposa et le paysan développa des cultures industrielles ! Alors l'ouvrier, travailleur productif par excellence, devint à son tour la dignité en majuscule, tout travail de service n'étant qu'un petit boulot ou un travail improductif. Or les services de santé, par exemple, impliquent un travail industriel en aval pour produire les instruments et autres objets de travail de ce secteur, et facilitent la production de tous les jours en permettant aux divers employés de se soigner. La

santé n'est pas qu'une dépense, c'est aussi une production ! Observation valable pour d'autres services (ne disons rien ici du service dit National à la fois modèle et anti-modèle de la société des services). Apporter aux personnes âgées des repas préparés, ou d'autres phénomènes de ce genre, ça rentre dans le circuit productif des tâches ménagères. Pourquoi faudrait-il toujours parler à ce propos de petits boulots ?

Le prof appartenant par une vieille tradition, au monde des services et du salariat peut d'autant mieux se constituer en démocrate-savant s'il travaille à une autre vision du monde des services. Ce monde doit-il être impérativement sous la coupe de l'Etat ?

Avec retard, le secteur des services a été petit à petit occupé avec force par le secteur privé. Pourquoi avec retard ? Car le secteur privé contrairement à un lieu commun n'est pas le brillant repère de l'esprit d'initiative. Si les voies ferrées furent d'abord privées (mais avec un appui considérable de l'État), la télévision commença par le public. L'infrastructure une fois en place, le privé racheta. Le service des eaux fut d'abord communal puis l'infrastructure une fois en place... Les services de la poste et du téléphone furent...

Dans les services éducatifs et de santé, faute d'une présence de "l'esprit d'entreprise", le clergé prit les premières initiatives. En conséquence, les moyens de production des services peuvent être publics ou privés mais leurs rôles conduisent à privilégier le public avec des impératifs pour les services privés de communication : connaître très clairement les divers

propriétaires et assurer un secteur public au minimum équivalent au secteur privé[35]. Pour les services d'éducation, il faut maintenir un service national public pour assurer le plus de justice possible en la matière (il faut aller avec détermination mais aussi avec prudence vers un système européen). Mais il faut surtout légiférer en faveur des services privés ou publics.

Pendant la journée de débat, Jean-Paul D. garda en tête une récente lettre que Nanni Moretti[36] envoya à la *Stampa* où il déclarait totalement injuste un titre d'article concernant ses déclarations :

> *«Ces derniers jours s'est déchaîne une polémique à partir du titre menteur d'un de vos articles concernant la conférence de presse sur le film* La deuxième fois *: «Terroristes vous devez vous taire ». Je n'ai jamais rien dit de tel et je me vois contraint de me défendre d'une phrase que je n'ai jamais prononcée. Je répète une chose que j'ai déjà dite : votre façon de travailler m'épouvante".*

Le journal osa une riposte :

---

[35] Les USA viennent de livrer tout le secteur de la communication à la concurrence en abolissant une loi de Roosevelt sur la pluralité des pouvoirs. Les mastodontes aux dents longues vont pouvoir venir en Europe dévorer des libertés.

[36] L'Italie restera un pays minoritaire tant qu'un journal publiera de telles lettres que des citoyens auront le courage d'écrire. Est-ce la lassitude des citoyens ou la censure des journaux qui normalisera cette face minoritaire ?

«Comme il arrive toujours un titre de journal doit par nécessité synthétiser une phrase plus complexe. En ce cas la synthèse n'a pas à l'évidence, respecté la pensée de Moretti. C'est déplaisant. Mais dans le texte de l'article ou dans le titre de première page le lecteur a pu prendre connaissance de l'opinion exacte du réalisateur. Nous nous excusons donc auprès de Moretti pour la synthèse imprécise. Son «épouvante» nous semble hors de propos».(r.c.).

Cet exemple de relation entre le journalisme et un citoyen nous prouve que les enjeux politiques sont sur ce point de la plus haute importance. Peut-être faudrait-il demander à Jean-Paul D. de poursuivre sa réflexion sur la télé laïque en l'élargissant à tous les medias ?

Le prof deviendra un démocrate-savant seulement si les services de communication (l'équivalent de la sidérurgie dans le système industriel) ne tombent pas dans la logique que dénonce Moretti et qu'accepte r.c. quand il écrit : *"un titre doit synthétiser une phrase plus complexe"* sous-entendu synthétiser entraine une simplification qui devient dans ce cas ... un contre-sens. Ensuite, plutôt que de défendre ce qu'on pense, il faut combattre ce que la presse vous fait penser !
La démarche de Jean-Paul D. tient à son attachement à la politique. Comme s'il n'avait rien de mieux à faire, il ira même en cette fin décembre,

jusqu'à Lyon (première et seule visite dans la ville) pour y déclarer dans une réunion que son groupe politique départemental, était né de rien pour devenir quelque chose. Pour ajouter un brin d'humour, il précisa : «je pense que j'exagère un peu car en fait nous sommes nés de moins que rien vu les crocs en jambe qu'à notre naissance le PCF et le PS n'ont pas manqué de nous faire»
Il connaît parfaitement la brochure de l'abbé Sieyès qui disait en couverture : Qu'est-ce que le Tiers Etat ? Le plan de cet écrit est assez simple. Nous avons trois questions :

> *« 1-Qu'est-ce que le Tiers Etat ? Tout.*
> *2-Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique? Rien.*
> *3-Que demande-t-il ? A y devenir quelque chose. »*

Il sait que le succès de la brochure, dans les livres d'histoire scolaire, tient au principe des trois questions (la trinité) qui nous éloigne du nombre cinq si cher à Pastoret, et au rapport du Tout au Rien.

Dans son intervention express, Jean-Paul D. a plutôt retenu les deux derniers points : de Rien à Quelque chose. Tout un symbole.
Si on se place sur le terrain artistique, le modèle du prof devient l'artiste-incertain (beaucoup pensent que les profs actuels sont des artistes ratés). Pourquoi jouer la carte de l'artiste aux côtés de celle du démocrate ? Pour placer la création au premier plan et non au second. Dieu est mort, la Création du

monde nous appartient, et alors Dieu ressuscite. Faut-il encore s'entendre sur la notion de création !
-Si la création est le résultat d'une inspiration plus ou moins divine, alors on en reste au créateur unique et non professionnel.
-Si la création est le résultat des conditions sociales conduisant un individu spécifique au carrefour qui constitue la source de son art, alors laissons les conditions faire leur œuvre.
-Si la création consiste à agir sur la création elle-même alors le monde appartient à tous, le prof pouvant allumer les curiosités personnelles.

En réalité les circonstances font leur meilleure œuvre quand les personnes s'acceptent comme une circonstance parmi d'autres et se libèrent en relevant le défi que leur impose les dites circonstances.

Et les mesures d'accompagnement évoquées au détour d'une phrase ? Est-il temps d'en parler ? Quel que soit le modèle social du prof à venir que fera-t-il concrètement dans les villages ? Si on admet qu'une pensée de la société des services laisse une place aux villages, l'enseignant n'y demeurera que dans le cadre de cette pensée. Pour le moment, si le Franc-tireur avait une décision à prendre pour éviter le pire, une décision capable de faire avancer le monde des services démocratiques, il la prendrait dans le secteur de l'IUFM. La première école créatrice se trouve dans l'objectif suivant : comprendre qu'apprendre tient à la réunion de multiples fils. Statutairement, le prof serait conduit à exercer en

campagne au moins deux ans (y compris celui qui quitterait ensuite les profs des écoles).
Financièrement, il y serait encouragé.

Nous en étions là de ce travail quand les grèves de Novembre-Décembre 1995 vinrent bousculer les esprits[37]. Rappelons les faits : des services en révolte et un gouvernement pédagogue qui explique aux révoltés qu'ils n'ont pas compris.

Première donnée : des services en révolte.
Les commentateurs ont tenu à distinguer les services publics en grève et "le privé" qui allait au travail : la raison de ce décalage étant simple, le public a une sécurité de l'emploi qui fait défaut dans le privé. D'autres plus précis évoquaient la puissance du syndicalisme dans le public, opposée à sa faiblesse dans le privé (les mêmes reconnaissaient que la "base" paraissait plus décidée que les directions syndicales et minimisaient donc le rôle syndical !). Arguments qui comme tous les arguments se tiennent bien. En effet, les grévistes se trouvèrent surtout dans les services, dans le système de transport d'abord, puis l'éducation, l'équipement, la santé, la poste, les impôts ou les communaux. Oui, mais le thème. "retrait du Plan Juppé" touchait autant les uns que les autres ! Dans les manifestations qui se déroulèrent en dehors des heures de grève, les travailleurs du privé furent rares. En clair,

[37] Inutile de chercher dans les lignes qui suivent une analyse fine de ce précieux mouvement.

la coupure n'a rien à voir avec la coupure traditionnelle (basée sur l'idée que les fonctionnaires sont des nantis) et la coupure circonstancielle (liée au taux de syndicalisation). La coupure manifeste deux consciences différentes de la notion de "service". Plus que l'opposition au Plan Juppé, les services publics ont manifesté la crainte de voir leur rôle toujours plus remis en cause. Le fait que Juppé ait proposé d'inclure la notion de service public dans la Constitution indique -au-delà de la bonne intention qui ne coûte rien - une prise en compte de cette sensibilité.

Deuxième donnée : la "pédagogie" du pouvoir.
Sauf à croire au Père Noël à l'approche du 25 décembre, il était évident que le pouvoir en place, vu ses assises électorales solides, n'avait aucune raison de céder. Un temps seulement, on évoqua une éventuelle dissolution (sous l'emprise du modèle de 68) ou un changement de gouvernement, une manière de calmer le jeu pour qu'il n'y ait ni perdants ni gagnants. En réalité Chirac continua tranquillement ses activités, Juppé parla juste ce qu'il fallait pour préciser qu'il n'avait rien à dire et le conflit s'épuisa, les syndicats se contentant de broutilles pour dire que des choses avaient été gagnées. Naturellement - ne soyons pas injustes - le gel du Contrat de Plan à la SNCF n'est pas négligeable mais il s'agit d'un gel qui reporte le conflit à plus tard et les cheminots pourront-ils recommencer encore une grève reconductible ? Juppé fut traité de crétin par trop de gens de gauche qui imaginèrent que la droite

avait la trouille. On ne cessera jamais de nous faire le coup de la droite la plus bête du monde. Cette fois le prétexte fut que Juppé aurait pu étaler ses réformes plutôt que de regrouper le mécontentement, maladresse provoquée par une méconnaissance des réalités. C'est oublier le calendrier : le gouvernement a deux ans sans élection pour agir, une belle opportunité ! En 1997, il pense pouvoir lâcher du lest pour remonter dans l'estime des Français. Le cœur de la démocratie a aussi son rythme : les élections. La dictature perd la notion du temps voilà pourquoi son rythme cardiaque est fragile jusqu'à la crise finale.

Qu'on le veuille ou non, le rapport des forces n'a jamais été aussi favorable au pouvoir en place qui se permet donc de dire : on n'est pas compris. Tout le débat ne porterait plus sur les mesures (inévitables) mais sur la méthode. Ah ! la méthode, les pédagogues connaissent ! La pédagogie serait donc devenue un enjeu national puisque, pour ne pas s'être fait comprendre, Juppé a provoqué un trouble pas possible. Cet enjeu pédagogique signifie parfaitement qu'au sommet de l'Etat agissent ceux qui savent et qu'en bas vivent les pauvres ignorants. Nous retournons à la case de départ du prof et des élèves. Cette fois, il ne s'agit plus de créer un service qui va faire marcher la machine économique (ce que firent les instits) mais d'instituer une économie qui va faire marcher les services. Or toute l'histoire montre qu'il y a incompatibilité entre logique économique et logique de l'intérêt commun. L'économique appartient à l'intérêt privé et en principe le politique

à l'intérêt général. A partir de là, on découvre que le conflit, tout en ayant perdu sur les revendications strictes, a gagné car il a permis de révéler une force inconnue. Un cheminot l'exprime bien en disant : *"avant la grève j'étais un agent de la SNCF et maintenant je suis un cheminot"*. De nouveaux liens de solidarité ont surgi ainsi qu'une capacité à prendre la parole. François Furet prétend :
« En fait, cette grève un peu crépusculaire, témoigne aussi d'une crispation conservatrice.»
Il nous dit rentrez dans le rang ! Or la nouveauté, c'est un affrontement pédagogique : d'un côté un pouvoir qui tranche et veut expliquer et de l'autre, la grève, un pouvoir qui dialogue, qui cherche et qui veut convaincre. Les assemblées générales ont voté à bulletin secret dans le respect des différentes idées et suite à des débats quotidiens qui laisseront des traces. La façon de faire de Juppé est nettement crépusculaire (même si son pouvoir est solide), du moins c'est à espérer sinon on court vers la fin de la démocratie. Quant à se crisper sur la défense de l'idée de service public, quoi de plus beau Monsieur Furet ? Des travailleurs sont sortis du rang comme en 71, les Communards, ou comme en 36, les ouvriers. Les conséquences se mesurent sur une décennie (le long terme Monsieur Furet !).

Ces deux données évoquées rapidement se couplent avec une réflexion née du mouvement lui-même et concernant le comportement des médias. Les sondages indiquaient dans l'opinion un soutien important aux grévistes (à l'inverse de 68) mais la

télé n'a pas hésité jour après jour à dénigrer la grève. Passionnante découverte pour ce qui nous occupe ici. Un sondage Ipsos de décembre 1995 indique que 60% des personnes des grands médias approuvent le plan Juppé. De tels journalistes se trouvent à deux carrefours qui rongent leurs articulations :

- ils sont un pouvoir qui, comme tous les autres, ne peut voir d'un bon œil celui de la rue, la rue étant archaïque.
- ils sont le pouvoir des experts qui savent, et ils ont besoin d'ignorants qu'ils informent..

Le statut social des journalistes de la télé et ce qu'il devient encore plus, quand on passe des chaînes publiques aux chaînes privées, l'apparente à celui de la haute classe, un haut-clergé d'une classe politico-économique qui se sert d'eux en les payant grassement. Le conflit aura révélé des solidarités de classe qui dépassent les clivages droite/gauche ou économie/culture. Voici la conséquence à en déduire : les pouvoirs en place vont cerner de plus près les instruments d'information qui leur échappent. Peu après les grèves, un quotidien disparaît, Infos-Matin, et au Journal Télévisé du 20 heures de TF1. PPDA perd sa place pour des raisons spécifiques mais aussi pour contrer une baisse d'audience de ce journal, suite aux grèves.

L'autre découverte majeure nous saute aux yeux quand on lit Jacques Rancière un philosophe au cœur de ce livre même si tel n'est peut-être pas son opinion. Il faut avoir lu son dernier ouvrage *La*

Mésentente pour comprendre une opinion qu'il défend dans Futurs[38]. Jean-Paul D. a fait un usage personnel de ce philosophe. A partir de son livre Aux Bords du politique il écrivit, pour s'obliger à se taire (mais ce fut en vain), une nouvelle publiée dans Le Matricule des Anges Il recommença à manier la plume à partir de La Mésentente Voici de quoi nous dépayser :

«La Terre ne porte plus de noms, les administrations sont folles. Faute de pouvoir en connaître les destinataires les facteurs ne portent plus de lettres.»

A s'inventer ce monde-là. Lui se faisait son cinéma, uniquement parce que d'elle, il ne connaissait même pas le nom, problème dont il ne se plaignait pas n'ayant jamais été en quête de noms, pas même du sien.

Plongé dans ce monde imaginaire où tous les humains circulaient sans papiers, il constatait qu'une rare administration se trouvait peu perturbée : la piscine municipale. On y vendait les tickets aux mêmes inconnus qu'hier, inconnus qui ne l'étaient qu'a moitié puisqu'a perdre leurs noms, ces derniers n'avaient pas pour autant changé de visage.

Connaît-on quelqu'un par son visage ? Oui, à la piscine. D'abord n'y va pas qui veut vu le nombre calculable de piscines privées (calculable pour la taxe d'habitation). De plus, dans l'eau, seul le visage restant visible, on l'observe d'autant mieux. Lui admirait ce visage ...

---

[38] Futurs est un hebdo *pour un communisme autrement* au Catherine Tricot apporte un air frais appréciable.

Pour le moment, couché sur l'herbe de la piscine, il lisait l'avant-propos de la Mésentente quand Jacques Rancière explique comment il différencie mésentente, méconnaissance et malentendu. "La mésentente est le conflit entre celui qui dit blanc et celui qui dit blanc mais n'entend point la même chose ou n'entend point que l'autre dit la même chose sous le nom de blancheur."
Il lisait et pour le moment elle nageait avec sa détermination. sa tendresse et sa rigueur habituelle ...(...)
Se réalimentant à son monde sans nom, à son rêve initiateur de ce texte, il pensa que suite aux licenciements de tous les facteurs, les employés démocrates des services des impôts perdraient la tête, obligés qu'ils seraient à faire reposer le service fiscal sur la seule TVA, taxe dont tout le monde connaît l'injuste fonction. Et à l'école ? Peut-on éduquer des enfants sans en connaître au minimum le nom ? Tout dans la vie ne commence-t-il pas par l'appel ? L'appel des naissances sur l'Etat Civil jusqu'à l'appel des morts sur le même registre. On termine toujours par là où on avait commencé.
Longtemps l'amour fut affaire de voisinage ou de copinage, de salon ou de flonflon. Pourtant voici plus de deux siècles, un parisien croisa un regard de femme à une fenêtre et quand, le lendemain, il voulut savoir qui elle était, il apprit que toute la famille avait vidé les lieux pour un retour vers les USA. Alors, sans connaître son nom, juste celui de sa tribu indienne, il partit à sa recherche et dix ans plus tard, ils se retrouvèrent et se marièrent. Histoire vraie et

emblématique d'un amour futuriste. Naturellement, pour un regard, pour un hasard, les tricheurs professionnels feront de cet amour soudain une brève aventure et provoqueront un malentendu et non une mésentente.
A l'instant, à la pensée du tricheur, le monde sans nom vint réveiller le Rêveur allongé sur l'herbe : en balayant tout nom, ne va-t-on pas concocter un paradis pour les tricheurs ? En plus des administrations folles, les gens honnêtes perdront la tête. Sans nom pour les pincer les fraudeurs seront toujours à la fête. Faudrait-il caser les tricheurs dans un ghetto à part ou, suivant l'exemple de Pinocchio, les doter d'un caractère particulier visible dès leur entrée en action ? Quel imbroglio !
Pour profiter des derniers moments de la journée, tout en restant en son monde sans nom qu'était celui de la piscine municipale, il décida d'un point de départ tout différent pour une autre histoire :
La terre a perdu ses tricheurs les administrations sont rassurées. Au plus grand plaisir de tous les destinataires les facteurs ne servent plus les mauvaises nouvelles ....
Il savait qu'elle ne se plaindrait pas de ce changement d'orientation d'une nouvelle sans lendemain. »
Reprenons nos oignons.

Loin de ce récit impossible, il faut lire dans *Futurs* n° 77, Jacques Rancière indiquant :

> *"Ce mouvement fut la contestation d'un groupe qualifié pour penser le monde. Au*

contraire, le partage de l'intelligence fut affirmé. La manière dont le gouvernement a avancé l'idée qu'il allait expliquer sa réforme et la façon dont il lui fut répondu est exemplaire. Dans le "Maître ignorant", ouvrage consacré à un théoricien aujourd'hui oublié, Joseph Jacotot, je rappelais que, déjà, Joseph Jacotot opposait l'émancipation intellectuelle à l'instruction publique. L'émancipation intellectuelle s'oppose à l'explication qui est la métaphore d'un monde dressant les intelligents contre les autres. Ceux qui ont l'universel dans la poche et ceux qui sont englués dans le particulier, discours du crétin gouvernemental. Ce discours revient à chercher des médiations entre les crétins et les intellectuels. Ce qui est surprenant, c'est que ce discours a bien été compris ainsi par ceux à qui il s'adressait. Les crétins visés par le Premier Ministre ont répondu : non, on n'est pas des crétins, nous avons très bien compris qu'il voulait gouverner et que nous devions le suivre. Cette contestation de la division des rôles porte un renouveau de la pensée égalitaire."

Et cette contestation porte d'autant ce renouveau qu'elle fut très forte non seulement par les défilés dans la rue - une source de mille paroles - mais dans les assemblées générales, dans les syndicats et jusque dans les repas de famille au moment de Noël.

Des manques ressortent du mouvement. Contre le pouvoir qui va serrer les boulons autour des moyens de communication, les progressistes doivent se poser plus que jamais la question du commun et de l'égalité.

Cette société à naître aura besoin d'un prof émancipateur qui fera de l'expert le commun des mortels et des mortels le commun des experts. Plus que démocrate ou artiste, sera-t-il poète ? Si c'est le cas, autant dire que la France est mal partie, puisque les poètes y ressemblent aux derniers des Mohicans. Tant pis. Les lendemains chanteront pour d'autres.

Côté enseignant, ce mouvement vécu en TetG a aussi révèle des particularités.

1) L'ouverture aux autres métiers, plutôt négligée auparavant : bien des grévistes se sont mobilisés pour ne pas faire moins que les cheminots ou les communaux qui avaient arrêtés les cantines à Montauban.

2) la difficulté à se situer par rapport aux autorités académiques. Au cours de la première Assemblée Générale, l'intervenant le plus applaudi était l'employé de l'Inspection Académique en grève. Ce succès tenait à la qualité de son discours qui éleva le débat jusqu'aux enjeux essentiels du service public, mais aussi à sa fonction. Par la suite, quand certains demandèrent l'occupation de l'Inspection Académique, il réussit adroitement à transformer la

réclamation en manifestation devant l'I.A. L'Inspection Académique n'avait pas à être considérée comme un lieu adverse. Observons à ce propos qu'à la SNCF aussi, les cadres se sont mobilisés beaucoup plus que par le passé. Concernant les enseignants. "l'esprit de service" a de tout temps lié enseignants et hiérarchie[39] en particulier contre les empiètements du monde politique. On a retrouvé ce lien avec les avantages et inconvénients qu'il représente.

3) le rôle des instituteurs. Sur trois syndicats (SGEN. FSU, SE) on a trois représentants qui sont des instits et disons des instits hommes. Phénomène étrange ! A la fin les années 70, les trois hommes se retrouvaient dans le même syndicat mais chacun à la direction d'une tendance différente. Les situations entre instits et profs apparurent aussi très différentes puisque les profs décidaient de la grève dans leurs établissements tandis que les instits ne pouvaient décider que dans les Assemblées Générales, assemblées dont le SE contesta à chaque fois le fait qu'elles se disent générales.

4) La base joua un rôle non négligeable en démontrant par exemple que des non- syndiqués étaient très mobilisés. Il n'y a pas eu de coordination comme en 1987 car l'existence de la FSU a permis de

[39] Avant le syndicalisme, la première organisation instit fut celle des amicales chapeautées par les inspecteurs qui, en TetG, ne devinrent syndicats qu'après 1920.

canaliser une partie de l'action et d'autre part le SE joua ici ou là un rôle relativement unitaire. Dans le rapport entre base et syndicat, les enseignants se retrouvent maintenant dans le cas général français : division syndicale et désyndicalisation.

Ces considérations ne peuvent conduire naturellement à l'optimisme quand on sait que la grève des enseignants s'acheva en queue de poisson et vociférations au cours de la dernière "assemblée générale". Pourtant, il faut reconnaître que la mobilisation révéla des forces inconnues. des colères profondes. des capacités de réaction surprenantes. Il appartient à chacun d'alimenter le foyer qui s'est allumé pour que la chaleur ne faiblisse pas et que de ce réchauffement surgisse des propositions novatrices.

Pour verser au dossier des éléments, même incomplets, d'une transformation à opérer, la conclusion de cette brochure s'impose de toute urgence à partir de ces cinq questions :

Quel service d'éducation dans quelle politique des services ?

Quelle politique des services dans le contexte économique à venir ?

Quel Etat et donc quelle Europe permettra de remplacer les savants experts par des démocrates savants ?

Quelle image sociale pour l'enseignant ?

Quel imaginaire progressiste ?

Jean-Paul D. aura beau dire, la page, faut encore l'écrire. Nous avons du pain sur la planche pour permettre aux Français d'échapper à leur destin,

pour contribuer à créer celui de l'Europe ; pour permettre aux enseignants d'échapper au même destin, pour contribuer à créer la vie. S'il avait à symboliser la vie, le Franc-tireur mentionnerait le regard. On a beau évoluer, vieillir, se transformer, le regard de l'homme de 50 ans reste celui de l'enfant de 5 ans. Encore une fois. Jean-Paul D. se trompe : à observer les regards de l'ennemi, on devient un pessimiste et on le devient d'autant plus sous le regard d'un pessimiste ce qui avance l'heure du repli dans la coquille. Autrefois, on tuait la vie à la guerre, mais au nom de la civilisation, la génération du Franc-tireur n'a pas succombé sur un champ de bataille. Nous lui disons que pour remplacer ce champ, les puissants usent de la fatigue et même d'une fatigue spécialisée : la fatigue démocratique.
Gloire à ceux qui restent debout !
Pour rester debout Jean-Paul D. continue d'étudier les luttes de son ami François Pastoret. Il rêve de lire un jour le livre écrit par sa fille que déjà avant lui, le montalbanais Forestié tenta de récupérer en écrivant à l'éditeur L. Aubanel. Le titre Fablier de la Jeunesse (année de publication : 1816 ; auteur Catherine-Victoire Pastoret mariée avec Monsieur Paul).
En attendant il se contente de relire le poème que l'étudiant de Pastoret, Combes-Brassard écrivit en l'honneur de son maître, avant même la révolution.

Documents :

UNITE ET ACTION

BULLETIN DEPARTEMENTAL BIMESTRIEL

TARN-ET-GARONNE

N° 1 SEPTEMBRE OCTOBRE 73

— SOMMAIRE —

P. 2 - AVANT LE CONGRES DE LA F.E.N - M.FONTANIER

P. 3 - INFLATION- Hausse des Prix - FISCALITE PLUS LOURDE un article du Secrétaire des Côtes du Nord

P. 4 - ILS ECRIVENT NORMALIENS J.P DAMAGGIO

P. 5 - GREVE DU 11 OCTOBRE - Un document

P. - A PROPOS DE PROPOS P.MOLINIER

pourquoi ce bulletin ?

Nous sommes nombreux, dans le département (50% environ) à penser que l'orientation UID du SNI et de la FEN , tant sur le plan national que départemental, conduit vers grandes orientations sur une voie de garage .

Plus de 20% des instituteurs et PEGC de Tarn-et-Garonne, approuvent l'orientation du courant de pensée UNITE & ACTION.

Quelles possibilités leurs sont données pour faire connaître leurs analyses et leurs propositions ?

Tous les organismes exécutifs (Bureau National de la FEN, Secrétariat permanent du SNI, Bureau de notre Section départementale SNI) étant homogènes, c'est-à-dire composés des seules listes UID, ceux-ci disposent comme ils l'entendent des moyens d'expression. Ils ne permettent que très rarement une militante des autres courants de pensée de les utiliser .

Pas de tribunes libres ni sous l'Enseignement Public, ni dans l'Ecole Libératrice . Il en existe une, en principe, dans le bulletin départemental , mais seulement si celui-ci ne précède pas une élection (de ce fait, un seul bulletin convenait l'an dernier). Cette année, un article proposé le 11 Octobre a été jugé trop tardif pour le bulletin qui a paru dans les premiers jours de Novembre .

D'où la nécessité, sur le plan national et départemental d'un bulletin UNITE & ACTION .

Rentrée 1973 je ne suis pas encore instit, seulement en formation professionnelle et j'écris mon premier article dans le n°1 de la nouvelle revue Unité et Action où Mauricette Fontanier est la cheville ouvrière.

Puis, la fin de la F.E.N.

Quand je suis devenu instit en 1973 il y avait LE syndicat, avec des tendances mais c'était LE syndicat. Ceux qui le dirigeaient étaient aussi à la MGEN, à la MAIF, à la CASDEN, à la CAMIF…
Puis en TetG est arrivé le SGEN et petit à petit le nombre de syndicats a augmenté en même temps que diminuait le nombre de syndiqués !
Jusqu'à ce jour de 1990 où il est apparu que nous allions vers l'explosion en plein vol de la FEN (ça prendra deux ans).
Je savais que cette photo existait quelque part mais je suis tout surpris de la retrouver. Trois hommes sérieux, aux bras croisés, en un congrès historique, pour y représenter le SNI du Tarn-et-Garonne. Sans

le dire mais il suffisait d'écouter, c'était le dernier congrès du SNI-PEGC. La musique était bien rodée : chaque tendance avait son temps de parole dans la suite d'un ordre du jour bien ficelé. A ce moment-là, les dirigeants de la FEN (et donc du SNI) avaient décidé d'en finir avec cette fédération pour créer un syndicat capable de s'inclure dans une union syndicale qui deviendra l'UNSA. Pourquoi ? Parce que le gouvernement travaille avec des unions syndicales et non avec des fédérations d'un corps de métier. Face à la CGT, la CFDT, FO, la CGC et la CFTC, la FEN du fait de son autonomie, était en marge.

La création de l'UNSA a donc coupé en deux la FEN, une partie allant vers la dite UNSA et l'autre partie confirmant l'autonomie avec la FSU, syndicat dans lequel chaque secteur éducatif gardait sa «boutique», le SNES pour le deuxième degré et le SNUIPP nouveau, pour le premier degré. Donc dans ce Congrès de Limoges chacun jouait à cache-cache.

L'originalité de ma présence tient au fait que pour une fois les dirigeants locaux du SNI (ici M. Malhomme et Estel) avaient enfin accepté d'amener un représentant des minoritaires.

Un bien mauvais représentant car à la suite de ce congrès, j'ai décidé de démissionner n'ayant aucun goût pour accompagner un cadavre jusqu'au cimetière. Une attitude pas très sympathique pour mes camarades minoritaires qui ont ensuite travaillé à créer le SNUipp mais, en tant que minoritaire, je n'étais pas favorable au maintien de la coupure entre

premier et second degré. Il a fallu ensuite s'incliner devant cette réalité.
J'étais intervenu à ce congrès sur les questions internationales mais en dehors des courants en place, et donc un peu comme un extra-terrestre.
J'ai surtout ramené de Limoges un livre magnifique découvert dans une librairie de la ville : *Limoges ville rouge*.
Depuis, au risque de choquer, je prétends que la FSU n'a rien fait de plus que la FEN et que le Syndicat des Enseignants (SE) de l'UNSA a payé lourd son choix de briser l'autonomie. Les enseignants ont tenu à garder leur propre originalité, en dehors des grandes centrales, la CGT, qui a son propre syndicat des enseignants, n'ayant rien gagné à la nouvelle situation, contrairement à ses espoirs. Les syndicats Solidaires ont aussi leur propre syndicat d'enseignants, Sud éducation, qui n'a pas réussi à percer. Vous faites le total et vous arrivez aisément à six ou sept syndicats d'enseignants ! J-P Damaggio

Gyrophare n°19, janvier 1992
TRISTE F.E.N

Grâce aux 152 votants de la liste SA-MU[40], j'ai été délégué au Congrès du SNI-PEGC de Limoges qui s'est tenu en 1990. Si, depuis longtemps, la scission au sein de la FEN faisait jaser, j'ai pu vérifier à ce moment-là que l'heure des décisions avait sonné.

[40] En TetG UetA et EE avaient fusionné pour créer le SA-MU (Syndicaliste autogestionnaire-Mouvement Unitaire) et s'était doté d'un journal, Le Gyrophare

J'en ai informé les membres de la liste SA-MU dans mon compte-rendu en utilisant ce titre : *«Les cinq derniers jours du SNI-PEGC»*. Le sigle peut se maintenir, le prochain congrès ne sera plus celui du même syndicat[41]. N'oublions pas que les minoritaires ne représentent pas loin de 35% des voix et ils y seront pour la forme.
Le plus émouvant, le 14 Juin 1990, fut le délégué Ecole Emancipée, Alain Canu qui eut cette formule : *"Suite au discours de J-CL Barbarant, nous sommes à jour J + 1 de la recomposition."* (il fut le seul à être applaudi au-delà de sa tendance). Depuis nous sommes au jour J + 700 et l'affaire est classée. Pourquoi et comment ?
Laissons de côté les astuces techniques employées par UID pour exclure le SNES et le SNEP[42], elles ne prouvent qu'une chose, le manque d'ambitions syndicales des actuels dirigeants de la FEN. Je comprends mieux le coup de pied aux fesses donné à Yannick Simbron par ses propres amis : sans partager son point de vue je crois qu'il pensait dignement ! Il fut élu secrétaire général de la FEN quelques semaines avant de se faire éjecter. Au cas où vous ne me liriez pas plus loin, disons d'entrée que le moment est syndicalement historique, puisqu'il met un terme à 45 ans d'expérience unitaire au sein de la FEN. Bien sûr, les majoritaires diront

---

[41] En effet le Congrès suivant fut celui du SE (Syndicat des enseignants).
[42] Le SNES et le SNEP étaient dans la FEN mais avec une direction UetA donc pour que UID prenne place dans le second degré il lui fallait exclure le SNES et le SNEP (prof de gym)

qu'ils n'excluent que le SNES et le SNEP et que les autres minoritaires peuvent rester, surtout s'ils sont sages. Cette crise fut la farce des hypocrisies : celle de ceux qui voulaient partir tout en disant vouloir rester; celle de ceux disant vouloir garder les précédents dont ils espéraient le départ. Résultat, éparpillement des forces à la CGT, FO, CFDT, FEN et comble de tristesse, en un autre regroupement autonome que j'appelle de mes vœux[43] !

Sans juger des capacités de la CGT, je vois mal qu'elle puisse rassembler plus de dix instits dans le département, voilà pourquoi je dis clairement qu'il faut en rester à l'objectif d'un syndicalisme fédéral et autonome avec l'espoir d'un retour à l'unité. Dans la nouvelle situation, pour lancer des actions, il sera sans nul doute très facile de se mettre d'accord ! Dans ce journal nous avons montré que le pluralisme n'était pas qu'un mot et à partir de cette expérience (avec ses difficultés) il faut encore tenter d'y croire. Non pas croire que l'Allemagne avec sa victoire syndicale, que l'Espagne avec sa grève générale du 28 Mai peuvent servir de modèle. Croire simplement au syndicalisme. Alors pourquoi aujourd'hui cette scission ?
Parce qu'UID risquait de perdre la majorité ? A Limoges, UID avait gagné 1% et la seule défaite enregistrée par ce courant de pensée fut la création au sein de la FEN, de la tendance "Autrement" sur la

[43] Ce regroupement deviendra la FSU.

base du SNETAA[44] (perte de 5%). De ce fait on rabâche les 53% obtenus au dernier Congrès de la FEN par UID. Mais en face, c'est l'union uniquement contre UID et pas pour un projet alternatif, nous allons le vérifier rapidement. Je peux citer au moins un département où, dans le passé, UID dirigea le SNI-PEGC avec moins de 50% car les minoritaires ne purent se mettre d'accord. UID ne risquait donc pas de perdre le pouvoir demain. Personnellement je ne conteste pas aux majoritaires leur majorité, je conteste leur régression face à l'évolution du monde.
Alors pourquoi ? Parce qu'il fallait créer ce grand syndicat de la maternelle à la terminale auquel je crois moi aussi ? Prétexte. Au sein du SNI-PEGC le dialogue entre instits et PEGC n'a jamais eu lieu. Ce syndicat unitaire est une combine d'appareil. Alors pourquoi ? Parce que le PS souhaiterait la création d'un grand syndicat social-démocrate ? Que ce rêve puisse exister dans la tête vide des dirigeants socialistes actuels n'a aucune importance. Jamais le PS français n'a pu avoir de pensée syndicale, se contentant de reprocher au PCF d'utiliser la CGT comme courroie de transmission, ce qui lui fit croire bêtement, que l'effondrement du PCF entraînerait celui de la CGT. Les rapports entre la FEN et le PS n'ont jamais été d'une grande complicité : je rappellerai la période du Programme Commun où UetA fit des efforts incessants pour le faire soutenir par la FEN, tandis que les dirigeants UID le

[44] Un syndicat d'agents où les débats dans la tendance UID avaient conduit à cette dissidence.

dénonçaient. Pas un ministre socialiste de l'Education Nationale ne fut un UID du SNI-PEGC et si un secrétaire général de la FEN passa au ministère du Temps Libre ce fut perçu, par sa tendance, comme une traîtrise vis-à-vis de ses responsabilités
A la limite, le PS a plus de rapports amicaux avec certains courants de la CFDT qu'avec ceux de la FEN. Alors pourquoi la scission ? Parce que le syndicalisme français est au bord du précipice et que, face à ce phénomène, il est plus simple de faire l'autruche. On a vu petit à petit dépérir la vie du SNI-PEGC de notre département : baisse de l'effectif, peu de vie des sous-sections et commissions, et même le Conseil Syndical du SNI-PEC qui a eu à se prononcer sur le problème dramatique d'aujourd'hui n'a réuni que 18 membres sur 30 ! Cette fin du syndicalisme ne touche pas que le SNI-PEGC, ni que les majoritaires. Elle nous touche tous. Suite à l'important mouvement contre les Maîtres-Directeurs, j'en avais appelé à la réinvention du syndicalisme jouant de l'humour à propos, par exemple, de la formation initiale des instits, maintenant universitaire comme le souhaitait depuis longtemps UetA alors qu'UID peut en faire une victoire de son courant ! Cette réflexion a contribué en partie, à la naissance du SA-MU, à la vie du *Gyrophare* et donc au maintien de certaines formes de pression, notre dernier numéro du journal ayant provoqué par exemple quelques dures critiques au Conseil Syndical du SNI-PEGC. Par exemple cette phrase prémonitoire au sujet d'une circulaire du SNI-PEGC : «Le ton de cette circulaire nous fait penser qu'à l'approche du prochain vote

interne à la FEN, les dirigeants UID nationaux ont décidé de pousser dehors les minoritaires» (14-2-92). Un autre article dans le numéro précédent (numéro de rentrée) voulait attirer votre attention avec ce titre "manifesta(tten)tion" sur le rassemblement FEN de Paris du 12 octobre 91: "Tout le monde, aussi bien à l'extérieur de la FEN qu'à l'intérieur, n'est pas obligé de tout savoir sur la guerre interne à l'organisation, si bien que beaucoup se sont étonnés à la vue d'un étrange spectacle, une partie de la manifestation regardant passer l'autre ! Le dessin sur Simbron dans le numéro d'il y a un an, avait aussi tenté de crier : Alerte ! Pour ma part, suite au Congrès de Limoges, et en tant que Conseiller Syndical, j'ai pensé qu'en Tarn et Garonne nos dirigeants UID tenteraient d'évoluer pour faire vivre notre syndicat (tout le monde a bien le droit d'être naïf et nous avons donc mis sur la table trois dossiers : un financement clair et reconnu pour notre tendance[45] (pour nous permettre d'aider à la vie interne), une participation à la réalisation de l'ordre du jour du conseil syndical (pour ne pas être toujours des questions diverses), un travail pour la réduction des nommés d'office au mouvement (une revendication importante en direction des jeunes).

[45] Toute la question était là : accéder aux moyens financiers donnés par l'Etat en termes de décharges syndicales. Dans le SNI les minoritaires payaient les cotisations qui servaient uniquement aux majoritaires ! Avec la création du SNUipp il est apparu rapidement que les décharges syndicales étaient une force de frappe importante si bien que rapidement ce syndicat va supplanter le SE.

Nous n'avons pas été entendu aussi, j'ai abandonné sans gloire le syndicat tout en rendant hommage à mes amis qui ont continué de siéger et d'agir dans le syndicat pour le faire évoluer. Parlons du mouvement[46], c'est de saison. Quand, au début des années 80, nous sommes, en Tarn et Garonne, passés de deux mouvements à un seul avant l'été, sous prétexte d'informatisation et d'amélioration, le SNIPEGC a été d'accord et j'ai été contre. A l'usage, le fait qu'il n'y ait qu'un seul mouvement avant les vacances a développé le principe du "nommé d'office" définitif ou à TP. Face à ce problème qui redonne à l'administration des pouvoirs inadmissibles, comment réagir ? Le SNI-PEGC joue le rôle du bon intermédiaire demandant, sur la base des documents de préparation au mouvement, des indications aux non-pourvus pour essayer de les défendre (tâche utile à condition de ne pas s'y complaire, car à défaut de rendre service à la profession, on ne rend que service à des personnes). D'autres culpabilisent les jeunes "qui ne demandent que des postes qu'ils ne peuvent obtenir". Mais s'ils avaient au moins la liste des postes susceptibles d'être vacants ils pourraient déjà resserrer l'éventail de leurs demandes ! La clarté du mouvement est une belle victoire du syndicat, peut-être parce qu'il se fait sur une petite zone (voir comment cela se passe

[46] Le mouvement c'est le moment crucial de la vie professionnelle quand, chaque année, les enseignants veulent changer de poste. Le SNUipp avait pu finir par imposer une règle : rendre public les éléments du mouvement avant même la décision pour que les élus du personnel puissent intervenir en connaissance de cause.

ailleurs, chez les profs, dans les Postes ou à la SNCF). Cette victoire de la légalité risque petit à petit de se perdre et demander deux mouvements avant l'été n'est pas une revendication extraordinaire puisque bien des départements le font. Bref, sur l'exemple, on voit vers quel syndicalisme on risque de tendre : un petit syndicalisme qui est la réponse "soft" d'UID à la crise syndicale. La réponse "hard" est celle des esprits marteaux. Dans cette perspective l'exclusion du SNES tient à un but très simple : récupérer les décharges syndicales de ce mouvement pour accroître encore le syndicalisme de gestion d'UID. La force du syndicalisme est dans le pluralisme. Qui en veut vraiment, une fois l'incantation dépassée ? Ceux qui nous refusent, au sein du SNIPEGC, les moyens d'y travailler ? Ceux qui ont la clé de succès futurs sans se soucier des forces en présence et des diverses approches des enjeux ? Passons à la question : Comment ? Oui, comment s'est faite cette scission?

Le point de départ concret, donné au Congrès de Limoges le Mardi 13 Juin 1990 par un discours de Jean-Claude Barbarant, est instructif. A la fin du Congrès, j'ai pu observer le départ de la direction de trois femmes membres du courant UID qui avaient tenu un discours de gauche. Je me souviens de Jeanne Finet et de Nicole Gievrey. Pour faire aboutir son plan, J-CI Barbarant n'a pas hésité à faire le ménage au sein de son courant de pensée. La majorité d'UetA a fait comme si la direction UID abandonnerait son projet en cours de route et n'a pas proposé de débattre des alternatives : se plier aux

choix de Barbarant, s'orienter vers une nouvelle organisation syndicale autonome, rejoindre la CGT. Si bien qu'aujourd'hui la balle est dans le camp du SNES et dans celui des minoritaires. Que nous reste-t-il à faire ?
La vie de l'école, l'évolution de la société et du métier, le désir d'agir, autant de phénomènes qui ne s'arrêteront pas par décision administrative UID. La multiplicité d'organisations syndicales va devenir, chez les instits aussi, plus importante qu'elle n'était. Le choix d'avoir un lieu pour débattre par-dessus les clivages, un moyen d'agir et de communiquer devient plus nécessaire que jamais. Le Gyrophare peutil dans ce nouveau chaos survivre et jouer ce rôle ? Nous ne sommes pas des adeptes du volontarisme, voilà pourquoi nous mettons le journal entre vos mains. Doit-il continuer ? Il a vécu avec ses difficultés et ses succès, il ne peut se poursuivre de même. Quelles leçons tirer ? Jean-Paul Damaggio 6-Mai 1992 1 - Il faut ajouter que ce déplacement au Congrès fut aussi "faveur' UID locale car la démocratie syndicale est telle que le plus souvent les délégations ne sont pas pluralistes !

Voici une autre lecture du congrès

MARDI 19 JUIN, 1990, L'HUMANITÉ

Le congrès du Syndicat national des instituteurs et des professeurs d'enseignement général des collèges (SNI-PEGC) s'ouvre ce matin au palais des exposition de Limoges. Les travaux se prolongeront jusqu'à samedi. Le Sni-PEGC, syndicat le plus nombreux de la Fen, revendique aujourd'hui 142.000

adhérents en activité professionnelle (pour 350.000 instituteurs et institutrices et 75.000 PEGC) et 30.000 syndiqués retraités. Le résultat des élections qui se sont déroulées dans les sections départementales ne devait être connu qu'à l'issue du Conseil national qui a siégé hier jusqu'à une heure tardive. Selon un premier commentaire de Jean-Claude Barbarant, le secrétaire général, elles seraient marquées par une «stabilité d'ensemble». Si cette tendance se trouvait confirmée, elle devrait engager la direction à la prudence dans sa volonté de participer à la recomposition syndicale qu'entend impulser la direction de la Fen. Les évolutions de la profession et du système éducatif devraient également marquer les débats.

L'enfant et le maître d'école

Dans ce récit je prétends faire voir
D'un certain Sot la remontrance vaine.
Un jeune Enfant dans l'eau se laissa choir.
En badinant sur les bords de la Seine.
Le Ciel permit qu'un saule se trouva
Dont le branchage, après Dieu le sauva.
S'étant pris, dis-je, aux branches de ce saule.
Par cet endroit passe un Maître d'école.
L'Enfant lui crie : Au secours, je péris !
Le Magister, se tournant à ses cris,
D'un ton fort grave à contretemps s'avise
De le tancer : Ah le petit Babouin
Voyez, dit-il, où l'a mis sa sottise
Et puis prenez de tels fripons le soin.
Que les parents sont malheureux qu'il faille
Toujours veiller à semblable canaille !
Qu'ils ont de maux ! et que je plains leur sort
Ayant tout dit, il mit l'Enfant à bord.
Je blâme ici plus de gens qu'on ne pense.
Tout babillard, tout censeur, tout pédant,
Se peut connaître au discours que j'avance :
Chacun des trois fait un peuple fort grand.
Le Créateur en a béni l'engeance.
En toute affaire ils ne font que songer
Aux moyens d'exercer leur langue.
Hé mon ami, tire-moi de danger,
Tu feras après ta harangue.
La Fontaine

Bibliographie

Francis Balle : Le Mandarin et le marchand, Flammarion
Eric Hobsbawn : Nations et nationalisme. Gallimard, 1992
Jacques Rancière : La mésentente. Le Seuil
Jean Cazalbou : Réflexions sous un préau. Privat. 1985
Merab Mamardachvili : La pensée empêchée. Editions de l'Aube, 1991
Hélène Desbrousses : Instituteurs et Professeurs. EDIRES, 1982
Robert Walser : L'institut Benjamenta, Gallimard, (édition originale 1909)
Seymourt Paper : Jaillissement de l'esprit, Flammarion, 1981
Jacques Rancière : Le Maître ignorant. Fayard. 1987
Jacques Rancière : Aux bords du politique, Editions Osiris, 1990
Manuel Vazquez Montalban : Pamphlet de la planète des singes, Le Seuil. 1995
Jorge Luis Borgès : L'aleph, Gallimard (édition originale 1962)
José Carlos Mariatégui : Siete ensayos d'interpretacion de la realidad peruana. Lima Pérou
Gautier-Sauzin : Coups d'œil sur l'Education
Stella Baruk : L'âge du capitaine, Seuil. 1985
Roger Martin : L'instituteur de l'entre deux guerres, PUF de Lyon, 1982
Danielle Delhome, Nicole Gault. Josiane Gonthier : Les premières institutrices laïques, Mercure de France, 1980
Sur Pastoret : revue Archistra Juin 1978. Dossier réalisé par Georgette Poulie. Armand Chevallier, Pierre Salies.
Michel Voyelle : La découverte du politique, Editions La découverte. 1993
François Furet : Penser la Révolution française, Folio. 1978